

Actualité du léninisme



INTERVENTIONS THEORICO-POLITIQUES

– Mai 2019 –

- La classe ouvrière à l'avant-garde du combat patriotique, G. Gastaud, p. 2
- Pour le centralisme démocratique, G. Gastaud, p. 7
- Bolchevisme et centralisme démocratique – Actualité de la brochure de Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière*, G. Gastaud, mai 1904. P. 12
- Qu'est-ce qu'être robespierriste dans la France d'aujourd'hui ? – G. Gastaud, p. 16
- Retour critique sur les « voies pacifiques au socialisme », G. Gastaud, p. 18
- A propos du Traité germano-français d'Aix-la-Chapelle, G. Gastaud, A. Lacroix-Riz et F. Kassem, p. 30
- L'atlantisme, voilà l'ennemi ! – Par A. Monville, p. 35
- Identitarisme ou bolchevisation ? – Par A. Monville, p. 37
- Léninisme contre sectarisme – Par Benoît Foucambert, p. 41

METTRE LA CLASSE OUVRIERE A L'AVANT-GARDE DU COMBAT PATRIOTIQUE

Par G. Gastaud, auteur de « Patriotisme et internationalisme », édition du CISC, 2011.

« *Mettre le monde du travail au centre de la vie nationale* ». Extrait des *Jours heureux*, programme du CNR largement inspiré par les Résistants communistes Jacques Duclos et par Pierre Villon.

Plus proches qu'ils ne le croient du trotskisme et de son *nihilisme national* avéré, certains pseudo-léninistes actuels refusent de distinguer le *patriotisme populaire*, ce meilleur ami de l'*internationalisme prolétarien*, du *nationalisme xénophobe*, cet exutoire permanent du *supranationalisme euro-atlantique*. Ces dogmatiques invétérés vont jusqu'à opposer la classe ouvrière à la nation : selon eux, le « saut fédéral européen » cher à Macron nuirait « seulement » au monde du travail, laissant intacte la nation française, que ces doctrinaires confondent d'ailleurs avec son pire ennemi: l'*impérialisme « français »*¹, autre nom du *capital financier* qui, pour mondialiser les profits du CAC-40, vend notre pays à la découpe : industries, pêcheries, agriculture paysanne, services publics, tout y passe ! Mais *comment la politique antisociale qui délite le monde du travail, colonne vertébrale de notre peuple, pourrait-elle ne pas, par cela même, désosser la nation française ?* Et comment ne pas saisir à l'inverse que l'euro-dissolution galopante de la nation, que le MEDEF appelle de ses vœux dans son manifeste *Besoin d'aire*², constitue l'axe principal d'une stratégie de classe qui vise à extirper les avancées sociales, culturelles et démocratiques que deux siècles de luttes ouvrières, républicaines et antifascistes avaient imposées à l'Etat-nation français, si bourgeois et capitaliste qu'il fût resté dans son essence ? **Les communistes doivent** au contraire **prendre toute la mesure de la « défaisance » de notre pays**, en voie de dissolution et de fascisation accélérée dans l'acide sulfurique de la « construction » euro-atlantique : cette prise de conscience décomplexée est urgente si l'on veut qu'émerge à *temps* une stratégie fédératrice et authentiquement léniniste. Sans cette prise de conscience, impossible de faire de la classe travailleuse l'aile marchante d'un large rassemblement antifasciste, patriotique et populaire tourné contre le MEDEF et l'UE-OTAN et rouvrant concrètement au peuple français la voie de la révolution socialiste.

1 – Les aveugles politiques sont inaptes à éclairer la reconstruction de la stratégie communiste

Si l'on consent à faire un peu d'histoire contemporaine, il faudrait remonter au début des années 1970 où la grande bourgeoisie hexagonale, effrayée par la grève de masse de Mai 1968, a vite retrouvé le vieux *réflexe antinational des « élites » réactionnaires de toutes les époques* : celui des contre-révolutionnaires « français » de 1792 s'engageant dans les armées de la Coalition monarchique pour combattre les Soldats de l'An II, celui de Thiers, écrasant la Commune avec l'aide militaire de Bismarck ; celui des Laval et autre Pétain faisant ce que l'historienne Annie Lacroix-Riz nomme le « choix de la défaite » dans le but revendiqué d'étrangler la « Gueuse » (= la République !) et de mater le Front populaire. Dans les années 1970-1980, on vit de même les gouvernants français successifs, de Giscard à Mitterrand, courtiser de plus en plus la RFA voisine (où la social-démocratie « tenait » fermement la classe ouvrière dans les filets de la « cogestion » capital-travail) et précipiter la désindustrialisation du pays (mines, sidérurgie, textile, machine-outil...) à l'issue d'un partage impérialiste attribuant à la France les transports (autoroutes, futur TGV...), la banque et le tourisme mais remettant à la RFA les clés de la puissance industrielle continentale³. *Plus d'industrie française, plus de classe ouvrière rouge*, votant PCF et syndiquée à la CGT, comme c'était le cas majoritairement depuis 1936, et surtout, depuis 1945... Même choix éradicateur visant, au nom de l'extension de la Communauté européenne à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce (1979), à déclasser massivement les paysans et viticulteurs du « rouge Midi ». En un mot, *disloquer la nation pour paralyser l'ennemi de classe ouvrier et paysan n'a jamais effrayé la grande bourgeoisie* dont les coffres-forts et le maintien à tout prix de son pouvoir de classe, ont toujours prévalu sur l'intérêt national, *voire sur l'existence même de la nation*, comme J. Duclos ne cesse d'y revenir dans ses mémoires. Pour mesurer l'actualité de cette ligne

¹ Les guillemets parce que les dirigeants du CAC 40, qui sont le cœur de cet impérialisme, sont de moins en moins ancrés en France. *Le Monde* a révélé qu'ils vivent le plus souvent à New-York, qu'ils parlent anglais à leurs enfants, et que d'ailleurs, près de la moitié des actions du CAC-40 appartiennent à des investisseurs américains ou allemands.

² ... qui fait l'éloge des « Etats-Unis d'Europe », de l' « Union transatlantique », du tout-anglais, de la « reconfiguration » du territoire national transformé en mosaïque d'Euro-régions,

³ Aujourd'hui, la RFA produit autant à elle seule que l'ensemble des autres pays européens dont plusieurs ne sont d'ailleurs que des sous-traitants ou des néo-colonies de main-d'œuvre de Berlin. Or la plus-value ne se crée qu'en apparence dans l'échange, ses sources profondes sont dans la production. L'épisode-clé de cette désindustrialisation très « politique » fut la fermeture par Rocard de Renault-Billancourt, l'usine qui produisait l'essentiel de la machine-outil française, et qui avait servi d'état-major à la grève ouvrière de 68. Pour affaiblir la classe ouvrière militante, Mitterrand et Rocard n'y allèrent pas de main morte : la CGT fut décapitée à Billancourt et plus de 40 000 délégués syndicaux prirent la porte sous Mitterrand sans que le PCF, engoncé dans les accords électoraux mortifères avec le PS, puisse organiser une résistance conséquente.

antinationale, il suffit de rappeler la sortie quasi-négationniste proférée en 2007 par Denis Kessler, ex-étoile du maoïsme devenu idéologue du MEDEF : dans un éditorial de « Challenge », il sommat carrément Sarkozy, tout juste élu, de « *démanteler le programme du CNR* », ce fâcheux « *compromis entre gaullistes et communistes* » mis en place à l'époque maudite « où l'Armée rouge campait à quelques centaines de kilomètres de Paris »⁴. Souvenons-nous qu'à l'inverse, la classe ouvrière était « *seule demeurée fidèle, dans sa masse, à la France profanée* », comme l'avait reconnu François Mauriac : l'écrivain gaulliste faisait allusions à la grande Grève patriotique des Mineurs du Nord-Pas-de-Calais en Mai-juin 1941 et plus généralement, à ces milliers de FTPF et de FTP-MOI qui « *montaient des mines et descendaient des collines* » à l'appel du PCF et qui, collés au mur par Hitler et Vichy, « *criaient la France en s'abattant* », selon le mot poignant de Louis Aragon.

Mais pour revenir à la période récente, comment ne pas voir combien la casse de la nation, et du même coup, la dévastation néolibérale des conquits sociaux, laïques et démocratiques qui lui sont liés, bat son plein au pays d'E. Macron ? Comment s'aveugler au point de ne pas recenser dans toute leur cohérence antisociale et antinationale...

- la ***casse finale en cours de la grande industrie française*** avec le démantèlement accéléré d'Airbus, la délocalisation programmée de PSA, la vente par morceaux d'Alstom ou des Chantiers de l'Atlantique, la liquidation d'Ascoval (acier), la mise à mort de GMS (ultime usine de la Creuse), la destinée plus qu'étrange des « fusions » Renault-Nissan, Alcatel-Lucent ou Citroën-Opel ? Et la liste s'allonge chaque jour...

- la ***privatisation, sur directives européennes***, de la S« N »CF, d'ED« F », de Gaz « de France », et maintenant, des principaux Aéroports, après le dépeçage en règle de ces fleurons qu'étaient Air-France ou France-Télécom⁵ ?

- La ***dénationalisation même plus rampante de l'Université et de l'école publique*** : liquidation des facs de « proximité » et montée des euro-pôles universitaires voués à l'anglicisation totale, contre-réforme Macron-Blanquer de l'école et de la fonction publique tendant à liquider les concours, les diplômes, le bac et les statuts *nationaux*, donc la reconnaissance *nationale* des qualifications et par voie de conséquence, les conventions collectives de branche qui leur sont attachées... *ce qui aboutirait à la précarisation, voire à l'ubérisation générale du salariat, avec à la clé, un recul général des salaires et une difficulté accrue à faire grève...*

- la ***mise à mort de la République une, laïque et indivisible*** par la marche concomitante à l'Europe des régions, au « Pacte girondin » cher à Macron, aux « euro-métropoles » phagocytant les communes⁶, aux « euro-pôles de compétitivité » dirigeant la politique économique dans le cadre de nouveaux Länder à la française, à l'essor fulgurant de l'enseignement privé et à la mise en cause « en marche » de la séparation de l'Etat et des églises⁷, si ce n'est à la semi-extraction du territoire national de certaines régions françaises périphériques (Alsace, Corse...) dont les élites bourgeoises lorgnent déjà vers la riche Europe rhénane, vers l'opulente Italie septentrionale ou vers la très prospère Barcelone...

- la ***politique linguistique odieuse***, soustraite à tout débat national et protégée, par omission, par la gauche établie, du *tout-anglais managérial* auquel sont illégalement transférés des pans entiers de l'enseignement supérieur, de la « com » interne ou externe des grandes entreprises, des services publics, voire de l'armée « française » arrimée à l'OTAN ;

- le ***démontage du « modèle » social issu de 1936, de 1945 et de 1968*** qui permettait aux travailleurs de bénéficier de la Sécurité sociale, des retraites par répartition, d'un Code du travail relativement protecteur, des statuts publics, de tout ce qui fut mis en place par les ministres communistes *et patriotes* de 1945 ; ne parlons pas de l'hôpital public, de la Poste, de ce qui subsiste des « services publics à la française » que, certes, il ne faut pas idéaliser ni prendre pour du socialisme avant la lettre, mais qui n'en permettaient pas moins à notre peuple de « faire nation »⁸; et chemin faisant, non pas en exaltant et en additionnant les particularismes identitaires (régionaux, religieux, etc.) de l'« archipel français », mais en fondant les luttes populaires dans un seul creuset social, patriotique et populaire, à intégrer au combat commun des générations successives de travailleurs immigrés fiers de leurs origines mais défendant au besoin leur patrie d'adoption, comme on le vit sous l'Occupation où les bataillons FTP-MOI furent des

⁴ *Challenges*, éditorial de novembre 2007.

⁵ Dont la privatisation sur directive européenne fut engagée par le gouvernement Jospin comportant les ministres issus du PCF Marie-Georges Buffet, Jean-Claude Gayssot et Michelle Demessine...

⁶ ... dont l'alliance quasi millénaire avec les Capétiens permit à notre pays d'émerger de la féodalité avant que lesdites communes ne deviennent un des socles de la reconstruction républicaine. La première Commune de Paris fut le bastion du robespierrisme radical (en 1792/94) ; la seconde Commune de Paris (1871) donna naissance au premier gouvernement ouvrier de l'histoire.

⁷ La *Libre pensée* dénonce les projets macronistes de révision de la loi laïque de 1905. A l'arrière-plan, l'UE, qui veut obtenir la reconnaissance des « racines chrétiennes de l'Europe » et qui veut officialiser le « dialogue institutionnel des Etats avec les Eglises ».

⁸ ce qui ne signifie nullement tomber dans les rêts de la collaboration de classes avec la bourgeoisie, mais tout au contraire, penser son combat de classe comme une lutte fédératrice portant l'aspiration au « commun » contre la classe capitaliste opposée avec acharnement à tout l'héritage progressiste de notre pays

fers de lance de la Résistance patriotique armée : tel fut en effet, durant des décennies, et en unissant constamment le drapeau rouge au drapeau tricolore, l'un des très grands mérites du PCF, du même mouvement parti patriotique, parti internationaliste, parti antiraciste et principale force anticolonialiste agissant dans l'Hexagone ;

- **le dépeçage de l'Etat républicain**, fût-il bourgeois, lorsque la politique du chef de l'Etat, bafouant le Non souverain de 2005 à la constitution européenne, vise à substituer la « souveraineté européenne » à la souveraineté nationale, le « gouvernement de l'euro » au contrôle parlementaire du budget national, l' « armée européenne » intégrée à l'OTAN au principe même de la défense nationale, et cela à une époque où les « élites », redoutant que ne surgissent à nouveau les conditions d'une insurrection populaire annoncée par les Gilets jaunes, n'hésiteraient sûrement pas à recourir au protectorat policier et militaire de l'Empire européen...

Bref, si l'on se souvient de la définition que le marxisme-léninisme (*Staline, Dimitrov, Thorez, Politzer...*) a toujours donnée du fait national, on constate que notre pays, de plus en plus saccagé dans ses dimensions territoriale, économique, linguistique et institutionnelle, ressemble de plus en plus à un « *couteau sans manche dont on a perdu la lame* » ! Or, cette décomposition française ne provient pas de la « force des choses » : elle résulte au contraire d'une *politique de casse et de classe* qui veut irréversiblement soumettre notre peuple, jugé incurablement frondeur (et ce n'est pas le soulèvement des Gilets jaunes qui peut convaincre Neuilly et Le Touquet du contraire...), à l'hégémonie duelle, à la fois complice et rivale, de l'Oncle Sam et de la Grande Allemagne « réunifiée » par la contre-révolution ; avec en toile de fond la *nouvelle Sainte-Alliance*, négatrice de Stalingrad, d'Octobre 17 mais aussi de la Révolution jacobine qu'est l'UE de Maastricht érigée sur les ruines de l'Europe socialiste et de l'URSS...

2 – Face à la défaisance nationale, le monde du travail doit « devenir la nation » (Manifeste du Parti communiste) pour faire la révolution. Et vice-versa...

Partant des faits massifs et patents que nous ne faisons que résumer, le PRCF⁹ met en œuvre et actualise les principes léninistes de l'Internationale communiste et de son congrès novateur de 1935¹⁰ pour **faire de la classe travailleuse la force dirigeante d'une large alliance visant à isoler le grand capital destructeur de la nation**, pour impulser, à l'avantage du camp populaire, un vaste affrontement de classes jetant *concrètement, et sur les bases sociopolitiques les plus larges possible*, les bases de la révolution socialiste en France. Tout se tient dans cette politique à la fois révolutionnaire et rassembleuse qui, à la cohérence antinationale, antisociale, fascisante, belliciste, impérialiste des gouvernants maastrichtiens successifs, oppose la contre-cohérence d'une ligne patriotique de reconquête et d'élargissement de la souveraineté nationale, des conquies sociaux et de la démocratie populaire de masse jusqu'à l'avènement révolutionnaire de la démocratie socialiste (inséparable de la dictature du prolétariat), *hasta el socialismo siempre*, dirions-nous pour pasticher Guevara ; et c'est ce que symbolisent notamment...

- **L'alliance de l'Internationale et de la Marseillaise**, que les prolétaires en gilets jaunes ont réappris à chanter le poing tendu en rendant sa *signification insurrectionnelle primitive* au refrain de l'hymne national¹¹ ;

- L'idée des **quatre sorties**, de l'euro – cette austérité continentale faite monnaie –, de l'UE, ce carcan impérialiste pesant sur les peuples, de l'OTAN, cette machine à mondialiser les guerres US, dans la visée clairement annoncée de rompre avec le capitalisme ; il n'y a aucunement lieu d'opposer le Frexit progressiste à la révolution prolétarienne puisqu'il est clair comme le jour qu'**à notre époque, la sortie par la porte à gauche de la France de la prison européenne se traduirait par un intense affrontement de classes**¹² qui poserait en pratique la question du « Qui l'emportera ? » de la classe capitaliste arrimée à l'UE ou du large front populaire conduit par la classe ouvrière ; c'est-à-dire, pour mettre les points sur les i, la question de la révolution prolétarienne et populaire dans notre pays.

- D'un **nouveau CNR**, qui ne signifie pas un compromis de classe, fût-il positif pour le peuple, comme l'étaient les *Jours heureux* de 1944, mais la nécessité pour chacun de choisir entre enterrer la France et garder le capitalisme (choix prévisible de la grande bourgeoisie et de ses laquais, y compris sociaux-démocrates), ou reconstruire le pays et pour cela, abolir le capitalisme et nationaliser/socialiser les grands moyens d'échange et de production. La référence au CNR reste centrale, non seulement parce que ce sont les vétérans du PRCF, Léon Landini et Pierre Pranchère, qui l'ont largement imposée dans la problématique commémorative et militante des Glières, mais parce que c'est bien en défendant et en élargissant les acquis de 1945 pilonnés par l'ennemi de classe que l'on pourra désormais aller bien au-delà des « acquis de 1945 » (comme le dit Ken Loach) : en clair, poser la question du socialisme, non *dans les mots*,

⁹ Dont la majorité du secrétariat national est directement ou familialement liée, soit dit en passant, à la résistance patriotique et/ou à la résistance communiste internationale : antifascistes italiens ou républicains espagnols notamment.

¹⁰ C'est au 7^{ème} congrès de l'I.C. que fut adoptée la ligne du front populaire antifasciste, populaire et patriotique ; inspiré pour une part de l'expérience française du front populaire naissant, le rapport Dimitrov tirait les leçons de la défaite du PC d'Allemagne et largement inspirée de l'expérience du Front populaire.

¹¹ Cf le magnifique film *La Marseillaise* que réalisa Jean Renoir et qu'avait commandité la CGT à l'époque du Front populaire.

¹² Un affrontement national voire international : car les travailleurs du reste de l'Europe ne resteraient pas les bras croisés !

comme font les trotskistes et les pseudo-léninistes qui *exaltent* l' « insurrection européenne » sans rien faire de concret pour la préparer, mais *dans la pratique*, avec le concours prévisible et effectif de millions de prolétaires entraînant dans la lutte anti-oligarchique et anticapitaliste les couches moyennes en voie d'euro-précarisation et d'*ubérisation* massives.

- d'une **coopération internationale nouvelle**, dont l'ALBA latino-américaine a dessiné certaines prémices, en substituant à l' « *économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée* » (Maastricht, ALENA...) de *nouveaux traités progressistes* entre Etats souverains échangeant à égalité dans le cadre d'une division du travail respectueuse des productions et des cultures locales. Toutes orientations qui, bien entendu, comme on le voit avec l'attaque furieuse des impérialistes euro-atlantiques contre le Venezuela, favoriseront l'émergence d'un *internationalisme populaire de nouvelle génération* annonciateur de l'humanité communiste de demain ;

- d'une **sortie franche et résolue de l'UE/OTAN**, sans passer par l'enlisement de négociations sans fin avec l'UE¹³, la décision pour le peuple de reprendre sa souveraineté inaliénable et non négociable étant bien évidemment le déclencheur d'une lutte proprement révolutionnaire, pour peu que d'emblée soit annoncée la couleur, *pas seulement tricolore mais rouge*, d'un Frexit articulé à la nationalisation franche du CAC-40 et à l'élargissement tous azimuts de la démocratie populaire : donc, d'une sortie portant un coup sensible à la sacro-sainte propriété capitaliste et articulant d'emblée les trois sorties de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, à la sortie du capitalisme.

Tout cela implique également la reconstruction des outils politiques et sociaux dont la cohérence stratégique ne peut souffrir aucune atténuation.

- **A l'encontre du nationalisme ostentatoire de l'ultra-droite** (RN, mais aussi Wauquiez), mais aussi du souverainisme « modéré » (pour parler vite), qui prétendent que la sortie de l'UE n'est ni de droite ni de gauche, il faut préciser publiquement dès aujourd'hui l'orientation de classe progressiste, internationaliste et anticapitaliste que l'on souhaite ou pas donner au Frexit ; sinon, ce sera l'enlisement à l'anglaise, car la grande bourgeoisie, même nationaliste, ne peut pas, ne peut plus, comme en 1945, diriger ou codiriger, ne fût-ce que momentanément, la reconstruction effective de la nation¹⁴. C'est pourquoi nous disons *Frexit progressiste, antifasciste, antiraciste, internationaliste* et refusons de cautionner la stratégie confusionniste qui consiste à prétendument « unir les patriotes des deux rives » : pas question notamment de frayer avec ceux qui, de près ou de loin, trouvent que le RN est un « moindre mal » par rapport au Macron, alors qu'il s'agit des deux branches de la même tenaille strangulant notre peuple ; pas question non plus de transiger avec la Françafrique et avec le néocolonialisme « français », non seulement parce que « *un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre* » (Engels), mais parce que c'est l'impérialisme français lui-même – c'est-à-dire le capital financier pour reprendre l'analyse de Lénine – qui du même geste, pille l'Afrique francophone et dissout la France et, chemin faisant, la langue française et la Francophonie sacrifiée, comme on l'a vu, au tout-globish. L'anticolonialisme qui nous fait condamner les interventions françaises en Afrique ou en Syrie n'est donc pas une manière de contrebalancer notre patriotisme de communistes : elle en est le prolongement direct, comme à l'inverse, le patriotisme populaire français que nous proclamons est solidaire de la défense des peuples grec, italien, portugais, bulgare, roumain, etc., que tente d'étouffer la « construction » européenne. C'est pourquoi nous, patriotes français, sommes aussi, fraternellement, patriotes de la Grèce, de l'Italie, et défenseurs de toutes les langues d'Europe, y compris l'allemand, précipitées dans le grand broyeur du globish entrepreneurial du TAFTA et du CETA... Faut-il dire aussi que nous sommes les amis sincères et actifs du prolétariat allemand, dont nous avons défendu les militants fidèles lors de l'énorme chasse aux sorcières anticommuniste qui a suivi l'Anschluss de la RDA.

- **Contre le gauchisme, le trotskisme, l'anarchisme**, qui dévoient une partie de la jeunesse dans le nihilisme national au moment même où l'ennemi de classe détruit la France, nous rappelons que ces courants qui se disent purs et durs, refusent en réalité de faire la moindre peine aux courants petit-bourgeois de l'alter-européisme et de l'alter-mondialisme, dont ils sont en réalité la version « marxisée »... en apparence. **Le supranationalisme des « Etats-Unis socialistes d'Europe » cher à Mmes Laguiller et Artaud, n'est pas moins nationaliste que le « vieux » nationalisme hexagonal** : c'est à l'échelle du monde entier et d'échanges équilibrés avec les peuples africains, américains, asiatiques, ex-soviétiques, etc., que nous disons que « *l'Internationale sera le genre humain* », pas à l'échelle congrue de ce conglomérat réactionnaire de bourgeoisies pillardes, crypto-racistes et pseudo-« chrétiennes » qu'est l'actuelle Sainte-Alliance euro-atlantique. Donc, aucun complexe « internationaliste » face au NPA, à LO et Cie, dont la vraie fonction idéologique est de vêtir d'écarlate l'Europe fédérale des régions en construction !

¹³ Le trop fameux « article 50 » des traités européens, qui est cher à la fois à Theresa May et à François Asselineau. On voit le résultat avec l'enlisement programmé du Brexit...

¹⁴ Il n'est que de voir comment le RN a renié la sortie franche de l'euro sous la pression du camp bourgeois et de Dupont-Aignan. La raison profonde de cette évolution de la droite est que l'époque des fusions monopolistes à l'échelle nationale est passée depuis longtemps. C'est à l'échelle européenne ou mondiale que fusionnent désormais les trusts « français ».

- Tout cela ne serait rien sans un patient travail de **reconstruction des outils politique et syndical du prolétariat**, ces outils qu'ont brisés la « mutation » du PCF-PGE, la perestroïka liquidatrice et l'« eurocommunisme » en aidant à déstabiliser l'Union soviétique, le Mouvement communiste international, le PCF ou la CGT de classe de Frachon et de Krazucki. Notre drapeau, ce n'est d'ailleurs pas le drapeau tricolore pris isolément, ni même le drapeau rouge dépouillé des « outils » qu'arborent le PCF-PGE ou le NPA, c'est l'alliance du drapeau tricolore porté par la *Marianne* en bonnet rouge (symbole des esclaves affranchis, rappelons-le) et du drapeau rouge frappé des outils ouvrier et paysan. Au-delà du symbole, cela veut dire que, pour que la classe ouvrière puisse pleinement reprendre conscience d'elle-même, pour qu'elle s'émacipe radicalement de ces influences bourgeoises et petite-bourgeoises que sont l'européisme, la xénophobie lepéniste, mais aussi le gauchisme porteur de *no future* et de manip aventuristes (type « black blocs »), il faut reconstruire le **syndicalisme de classe et de masse**, et le PRCF s'y est engagé dès longtemps en pionnier en soutenant le Front syndical de classe et les bases CGT et FSU qui contestent l'euro-syndicalisme d'accompagnement.

- C'est pourquoi le but stratégique du PRCF reste la **reconstruction d'un parti communiste de combat**, digne héritier du grand PCF marxiste-léniniste, totalement indépendant du PS et de l'UE (qui subventionne le PCF via le « parti de la Gauche européenne »). C'est vers cette renaissance du Parti de classe que nous sommes passionnément tournés, nous qui avons toujours défendu la mémoire communiste française et internationale, qui n'avons jamais cédé un pouce à la criminalisation du communisme, qui avons toujours montré, à l'unisson du *Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe* (ex-*Comité Honecker de Solidarité Internationaliste*), que l'euro-fascisation est la face inavouée de l'entreprise de dé-communisation/dé-soviétisation qui caractérise dès l'origine l'UE contre-révolutionnaire. D'ailleurs, les actes parlent : qui d'autre que le PRCF a célébré le 70^{ème} anniversaire de Stalingrad (2013) en présence de centaines de personnes ? Qui a organisé le grand meeting internationaliste de Paris pour commémorer, avec le soutien de dizaines de partis frères, le 100^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre ? Qui s'engage à commémorer dignement le 100^{ème} congrès de Tours ? Non pour verser une larme sur notre grand passé, mais pour appeler tous les communistes à reconstruire ensemble le parti de combat dont notre peuple a besoin, non seulement « pour l'avenir », mais *pour qu'il y ait un avenir !*

La politique du PRCF est donc d'une totale cohérence, à égale distance de l'opportunisme de droite et du gauchisme sectaire, du révisionnisme et du pseudo-purisme révolutionnaire : en un mot, elle est fidèle à l'esprit du léninisme, qui n'a jamais consisté à suivre les courant dominants (droite nationaliste, « gauches » européistes...) sous prétexte d'unir, ni à s'isoler à plaisir pour travestir son attentisme en posture héroïque. Une stratégie qui, en un mot, entend donner à la classe ouvrière les moyens de diriger et de fédérer le peuple, d'isoler le grand capital, de défendre avec esprit de conséquence, « *jusqu'au socialisme toujours* », les libertés démocratiques, la souveraineté des nations, la coopération internationale, la paix, l'environnement, les lumières : en un mot, le *progrès humain*.

Pour le centralisme démocratique

Avril 2019 - Georges Gastaud, auteur du Nouveau défi léniniste (Delga, 2017)

Voici vingt-cinq ans que, validant *a posteriori* une annonce tonitruante faite par G. Marchais depuis... New-York, le 28^{ème} congrès du PCF (1994) effaçait la référence fondatrice au centralisme démocratique inscrite dans les statuts du Parti depuis le Congrès de Tours. Le prétexte invoqué pour procéder à cet abandon était qu'il fallait « décentraliser » le parti afin de donner le pouvoir aux cellules... En réalité, cet énième délestage révisionniste, qui prolongeait sur le terrain de l'organisation l'abandon de la *dictature du prolétariat* (1976), du *marxisme-léninisme* et de l'*internationalisme prolétarien* (1979), allait précipiter la « mutation » ouvertement social-démocrate du PCF à l'issue de laquelle R. Hue, entretemps devenu secrétaire national, allait... *liquider les cellules* et donner de fait le pouvoir aux élus, électoralement dépendants du PS. Inutile de démontrer la nocivité de ces prétendues « novations » aux travailleurs tant soit peu conscients de l'histoire du mouvement ouvrier français : car tant qu'il y eut en France un PCF ancré dans la classe ouvrière, pratiquant l'analyse marxiste de la société et *solidement, démocratiquement et centralement organisé*, les acquis sociaux, la paix et les libertés démocratiques faisaient mieux que résister au capital : l'espoir d'une révolution socialiste offrait alors une perspective offensive à toutes les luttes populaires. C'est pourquoi, *a contrario* du PCF-PGE actuel qui est devenu une auberge espagnole où l'opportunisme des dirigeants tortue entre les tendances et les contre-tendances mutantes, semi-mutantes ou quart-de-mutantes, où les financements d'Etat et la manne européenne (via le parti de la Gauche européenne alimenté par Bruxelles) subventionnent l'appareil « communiste » et où l'arrimage à la « construction » européenne est devenu un dogme indépassable, *le PRCF inscrit fièrement dans ses statuts la référence au centralisme démocratique*. Et il le fait avec d'autant plus de conviction que la fascisation galopante de la France (répression sanglante de manif's pacifiques, chasse aux syndicalistes, lois liberticides, flicage d'internet, etc.) et de l'UE (interdictions des PC dans presque toute l'Europe l'Est, euro-prolifération de gouvernements fascistes...) implique l'indispensable *bolchevisation accrue des mouvements, PRCF en tête, qui veulent reconstruire un parti de combat discipliné et centralisant démocratiquement sa politique, son expression et son organisation*.

1 - Rappelons d'abord en quoi consiste le principe organisateur et hautement politique du centralisme démocratique.

Pour commencer, signalons qu'il ne s'agit pas là-d'une « invention russe », comme on veut nous le faire croire. Initialement, on a affaire à une *innovation politique majeure de la Révolution française jacobine et sans-culottes*. Contre l'aile droite girondine, qui voulait « fédéraliser » la France, en faire un agrégat hétéroclite de provinces disposant de législations différentes et dominées par les notables bourgeois locaux, la gauche jacobine a proclamé une *République une et indivisible* dans laquelle les communes, élisant leurs maires au suffrage universel (masculin...), œuvraient librement dans le cadre de la loi républicaine. Le Club des jacobins était alors l'épicentre de l'unification républicaine du tout nouveau « territoire national » et sans son effort de centralisation démocratique, il eût été impossible aux forces révolutionnaires de battre la réaction et ses mentors de la coalition monarchique européenne. Bref, c'est parce que Marat, Robespierre et Saint-Just surent centraliser tous les efforts que, montant « tous ensemble et en même temps » aux frontières envahies, les Soldats de l'An II purent vaincre l'insurrection royaliste, ouvrir une ère nouvelle à toute l'humanité, comme l'avait compris Goethe au soir de la bataille de Valmy. C'est cette ère nouvelle, issue des Lumières, que voudrait clore la réaction actuelle : prenant appui sur la contre-révolution anticommuniste des années 1990, faisant fonds sur la re-mondialisation de l'exploitation capitaliste et sur l'accélération de la « construction » euro-atlantique qu'elle a permises, *la grande bourgeoisie « française » actuelle désavoue ses origines révolutionnaires*. C'en est au point que Macron, l'homme-lige de l'oligarchie, veut imposer un « pacte girondin » qui, dans le cadre d'une « armée européenne » et d'une *Europe fédérale* centrée sur Berlin, ne laisserait pas pierre sur pierre de la République indivisible, de la loi laïque de 1905 et de l'« exception française » (nationalisations, statuts publics, conventions collectives, services publics, Sécurité sociale, retraites par répartition, Code du travail...) héritée du Front populaire et du CNR. C'est dire aussi à quel point *la question du centralisme démocratique est un enjeu stratégique de l'affrontement de classes entre, d'une part, les destructeurs euro-libéraux de la nation, et, d'autre part, les forces populaires qui veulent « mettre le monde du travail au centre de la vie nationale » (dixit le programme du CNR) afin de construire une République sociale et souveraine en marche vers le socialisme*.

Cette référence à la Révolution jacobine, que nos dirigeants bourgeois actuels dénigrent sans trêve, n'est pas gratuite. Dès les débuts du mouvement ouvrier russe, ses acteurs étaient conscients que les bolchéviks formaient la « Montagne » du mouvement prolétarien russe (ses ennemis ne nommaient-ils pas ironiquement Lénine « Maximilien » ?),

alors que les menchéviks étaient vus, à juste titre (et, bien entendu, dans la limite que comporte toute analogie historique), comme la « Gironde » du parti ouvrier russe. Et cela se répercutait non seulement dans les stratégies divergentes des bolcheviks et des menchéviks^[1][1], mais dans leur conception même de l'organisation militante. Pour les mencheviks, avec lesquels flirtait alors Trotski, le parti devait être le plus flou, le plus décentralisé et le « ouvert » possible, ce qui n'est pas sans évoquer le « mouvementisme » actuel ; ses organes et ses comités devaient jouir de la plus grande autonomie, y compris le comité de rédaction de son journal. Retrouvant les travers communs des mencheviks russes et du parti socialiste français d'avant 1914, le PCF mutant n'a-t-il pas rendu *l'Huma* indépendante du parti (mais pas de l'argent de *Lagardère*...), avant de couper officiellement les fils entre le journal et le parti... avec les beaux résultats que l'on sait pour le lectorat de *l'Humanité* ? Les commissions d'étude du PCF, notamment la sinistre « commission économique » qui, sous l'égide de Philippe Herzog et de Paul Boccard, a inspiré la « mutation », ne sont-elles pas rapidement devenues autonomes, orientant le parti, voire la CGT, **bien plus** qu'il ne dirigeait lui-même ses propres commissions ? Le groupe parlementaire du PCF ne s'est-il pas autonomisé au point que les élus ont tiré à hue et à dia (surtout à *Hue*, d'ailleurs...) et que beaucoup ont honteusement cessé de verser leurs émoluments au parti ? Les liens de solidarité avec le syndicalisme de classe n'ont-ils pas sciemment été rompus par la « mutation », toujours au nom de l'« autonomie », de la « liberté », de l'« indépendance syndicale » et de la « modernité », au risque d'abandonner la CGT, la tendance Unité et action de la FSU ou l'ex-UNEF/Renouveau (dirigée naguère par les étudiants communistes) aux pires influences euro-réformistes ? Et cette belle « autonomie », si « démocratique » et « émancipatrice » en apparence, n'a-t-elle pas abouti finalement à la mainmise globale de la social-démocratie et de l'Union européenne (via la Confédération européenne des syndicats ou par l'entremise du Parti de la gauche européenne) sur le mouvement ouvrier français tant syndical que politique ? Double catastrophe pour le mouvement populaire, privé de son indépendance *de classe* par rapport aux institutions bourgeoises, donc de sa liberté *réelle et pratique* au nom de fumeux discours « libertaires », mais aussi pour la nation française dont la classe ouvrière est la colonne vertébrale, et qui se désintègre à vive allure dans l'acide maastrichtien de la « souveraineté européenne », des euro-délocalisations, des pôles universitaires européens et des euro-privatisations sans fin ?

2 – Dialectique du « centre » dirigeant et de la démocratie communiste

A l'inverse, les bolcheviks – qui voulaient *sérieusement* abattre le tsarisme et placer la classe ouvrière à l'avant-garde de la future Russie rouge, voire de l'humanité progressiste tout entière – comprirent d'emblée, grâce à Lénine, les *énormes enjeux de classe d'une organisation communiste démocratiquement centralisée*. Représentant d'une classe qui ne « joue » pas à la révolution, qui n'a que faire d'offrir aux petit-bourgeois le plaisir de palabrer à l'infini sur « la liberté de critique »^[2][2] et qui a vitalement besoin d'organisations solides et fermement dirigées pour *gagner* son combat vital, le parti bolchevik s'est peu à peu émancipé, non sans mal d'ailleurs^[3][3], de la social-démocratie russe impuissante, en affichant clairement les principes du centralisme démocratique :

- Primat du congrès du parti qui fixe démocratiquement, et à la majorité, l'orientation à laquelle sera soumis le comité central du parti issu du congrès
- Subordination des comités locaux du parti au CC élu par le congrès et autonomie desdits comités *sur les questions relevant de leur territoire*, pour mettre en œuvre localement l'orientation nationale commune
 - Subordination au CC de tous les organismes nationaux du parti, de toutes ses commissions de travail comme du comité de rédaction de son organe central
 - Subordination de tous les élus au parti, au CC pour les élus nationaux, aux comités locaux du parti pour les élus locaux ;
 - Subordination de tous les dirigeants du parti au CC ; ces dirigeants sont révocables à tout moment par le CC dont ils émanent ; en contrepartie, tous les militants doivent apporter loyalement leur concours fraternel aux dirigeants élus aussi longtemps qu'ils sont en place ; ceux-ci dirigent le parti entre deux réunions du CC comme le CC dirige entre deux congrès ;
 - Critique et autocritique menées dans un esprit constant de fraternité et de construction collective

^[1][1] Les mencheviks mettaient le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie libérale, les « cadets ». Leur aile gauche dirigée par Trotski refusait toute alliance de classe et prônait le « *gouvernement ouvrier* ». Lénine et les bolcheviks voulaient doter la classe ouvrière d'un parti solide et bien à elle capable de DIRIGER le front des ouvriers et des paysans (majoritaires en Russie) pour isoler les classes exploiteuses, réaliser la *république démocratique* et créer les meilleures conditions pour accomplir la révolution socialiste. C'était le mot d'ordre léniniste de la « *dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie* » qui s'opposait à la fois au mot d'ordre gauchiste de Trotski et au mot d'ordre des tendances « économistes » qui abandonnaient la lutte politique anti-tsariste aux cadets en appelant les ouvriers à se concentrer sur les revendications économiques (syndicalisme).

^[2][2] Il faut relire les critiques mordantes et irréfragables que, dans *Que faire ?* comme dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine adresse à ces mencheviks qui ne cessaient de dénigrer leur propre parti mais qui refusaient toute critique portée contre leur propre positionnement en y voyant du « dogmatisme », du « despotisme », du « suivisme » à l'égard de Lénine, etc.

^[3][3] Car Lénine n'était pas adepte des auto-proclamations... la *fonction* d'avant-garde se mérite, donc le titre de parti communiste, ne se proclame pas, elle se mérite.

- Libre délibération sur la base des statuts, des principes et des orientations stratégiques prises par les congrès, vote à la majorité et subordination de la minorité à la majorité une fois la décision prise et appliquée par TOUS. Vérification ensuite, de congrès en congrès, de la justesse de la ligne fixée.
- En un mot, démocratie la plus large possible, naturellement sur la base des objectifs communistes, mais aussi discipline stricte dans l'application de ces décisions, aucune « personnalité », aucun « élu », aucune « commission », aucun « journal du parti », aucun élu ne pouvant se soustraire aux décisions prises après délibération des instances régulières.

Tous ces principes sont détaillés par Lénine dans nombre de textes célèbres, notamment dans *Que Faire ?*, où il raille durement les mencheviks qui ne cessaient d'exalter la « liberté de discussion » ou la « liberté de critique » pour s'exempter de l'application des décisions collectives, privilégier les membres petit-bourgeois du parti, monter toutes sortes de « comités » indépendants du parti et de sa direction, multiplier les tendances et fractions, prôner la rupture entre le parti et les syndicats ouvriers, idéaliser le « mouvement spontané » au détriment de l'effort permanent et centralisé d'éducation, d'organisation et de conscientisation des militants ouvriers, opposer la classe à son avant-garde communiste, flatter la jeunesse et la détacher de l'effort militant général, mépriser le travail de terrain et les tâches d'organisation, etc. En un mot, semer la *désorganisation* de manière *irresponsable* alors qu'il fallait affronter avec discipline et surtout, abnégation, la sanglante machine répressive du tsarisme (puis celle de la révolution, de la guerre civile et de la construction à marche forcée de l'industrie lourde). Et qu'il nous faut aujourd'hui, en France et dans toute l'Europe, affronter *avec discipline et abnégation* une nouvelle marche à la guerre impérialiste et à la fascisation du système politique...

3 - Le centralisme démocratique comme base organisationnelle de l'indépendance politique de la classe ouvrière

Mais on se tromperait si l'on ne voyait dans le centralisme démocratique qu'un ensemble de règles d'organisation. En réalité, ce principe léniniste d'ascendance jacobine et sans-culottes renvoie au cœur même du marxisme et, à travers lui, au cœur du projet communiste et prolétarien. Il faut partir du constat fait par Marx et Engels : dès 1845, dans *L'Idéologie allemande* (le texte fondateur du matérialisme dialectique et historique), Engels et Marx faisaient le constat décisif que « dans toute société divisée en classes antagonistes, les pensées dominantes sont les pensées de la classe dominante. Car ceux qui possèdent les moyens de production matériels sont aussi, du même coup, ceux qui possèdent les moyens de production spirituels ». Et loin de « vieillir », ce constat n'a fait que s'aggraver de nos jours : les capitalistes possèdent les moyens de formation spirituels, soit directement (journaux, grands sites informatiques, GAFAM, journaux d'entreprise publiés par le MEDEF...), soit indirectement par le biais des appareils d'Etat (on apprend dès l'école que « Staline = Hitler », que Robespierre était un tyran, etc.), de la pub^[4][4] ou des appareils religieux (qui, non sans contradiction, n'ont jamais cessé de prêcher qu'il faut « rendre à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César »). Si bien que, en dehors peut-être des périodes directement révolutionnaires où les masses s'autonomisent par rapport au capital, surtout s'il existe des partis d'avant-garde pour les aider à tenir bon, à s'auto-organiser et à voir clair, le « mouvement spontané » des masses qu'idéalisent les tenants du « mouvementisme » peut dévier à tout moment, soit vers la résignation, soit vers le suivisme à l'égard des idéologues montés en neige par les médias, soit vers des solutions très partielles et souvent équivoques, réformistes en un mot, qui permettent aux dominants de dévoyer les revendications populaires, de diviser le peuple, d'opposer tel particularisme à tel autre (les fonctionnaires aux salariés du privé, les Français aux immigrés, les croyants aux laïques, les femmes aux hommes en général, les salariés aux artisans et paysans, etc.)... quand les chefs de file du grand capital ne tentent pas de surfer sur ces revendications « spontanées » pour « habiller » de rouge (ou, de nos jours, de jaune vif... ?) de nouvelles régressions sociales et démocratiques : casse des retraites, journée fériée en moins, fin des 35 h, réduction du nombre de députés...

C'est pourquoi, anticipant le *Printemps des peuples* de 1848, Marx et Engels écrivirent le *Manifeste du PARTI communiste* pour expliquer que la condition principale pour construire un parti prolétarien, c'est l'indépendance idéologique et organisationnelle de la classe ouvrière, sa capacité à former un parti émancipé des forces bourgeoises et petite-bourgeoises ; non pour s'isoler stérilement, mais pour devenir acteur conscient de sa stratégie, maître de ses alliances sociales et politiques au lieu de servir de masse de manœuvre à telle ou telle fraction bourgeoise. En ce sens, le léninisme et sa théorie/pratique du centralisme démocratique n'ont rien d'une excroissance ou d'une « russification » induite du « marxisme de Marx » : ils en sont plutôt le couronnement direct et hautement légitime. Comment un parti prolétarien véritable pourrait-il se former, en empêchant que le peuple travailleur soit l'éternelle dupe et chair à canon des politiciens bourgeois, s'il n'est pas pleinement maître en sa maison, ce qui constitue la finalité même du

^[4][4] Lénine raille durement les mencheviks qui opposaient la « liberté de critique » ou « de recherche » (sans d'ailleurs produire jamais le moindre résultat scientifique ou le moindre concept philosophique nouveau...) à la direction centralisée du parti ouvrier en construction.

centralisme démocratique ? Observons à ce sujet les partis sociaux-démocrates, et aussi leurs innombrables satellites anarchisants ou trotskisans : divisés en tendances, fractions, sous-tendances, ateliers indépendants, chapelles latérales, instituts et autres « think tanks » divers et variés, ils sont la proie facile de l'idéologie bourgeoise. En effet, à chaque tournant politique, les maîtres du capitalisme et/ou des médias qui décident de valoriser tel courant et de discréditer tel autre, de « ringardiser » telle direction et de présenter comme « sympa », « novateur », « djeun' », etc., tel autre courant, sont à même de « faire leur marché » dans ces organisations dont elles se servent comme d'une inoffensive pépinière de nouveaux cadres. En particulier, combien de Cambadélis et autre Jospin (ex-trotskistes), de Glucksmann (ex-mao) ou de Cohn-Bendit (« libertaire »), la bourgeoisie a-t-elle su tirer des chapelles post-soixante-huitardes ou, plus tardivement, des tendances droitières qui se sont formées dans le PCF délesté du centralisme démocratique, perclus de tendances et devenu adepte d'une fausse « démocratie » ? Or ce « marché des tendances », la bourgeoisie et ses gourous médiatiques **n'avaient** jamais pu en bénéficier à l'époque du PCF *léniniste* des Cachin, Sémard, Thorez et autre Duclos, car l'orientation stratégique n'était alors pas fixée par une lutte de tendances arbitrée du dehors par la bourgeoisie aidée par tout ce qu'une organisation prolétarienne porte inévitablement de sensibilités non prolétariennes. Au contraire, les partis communistes de combat issus de l'Internationale communiste travaillaient avec abnégation et sans clinquant sur la base :

- d'un *ancrage prioritaire au sein de la classe ouvrière*, du monde du travail et des entreprises (ce que notre PRCF a cent fois décidé sans s'y mettre partout avec constance, reconnaissons-le) ;

- du *rôle central de la théorie marxiste* : les partis communistes véritables travaillent certes avec soin à leur « image » et à leur « com », mais en aucune façon ils ne survalorisent ces questions et ne « marchent à l'image ». Plus encore, contrairement aux partis sociaux-démocrates, ils ne fixent jamais leur ligne à partir de « synthèses » boiteuses et de compromis équivoques entre tendances et contre-tendances : ils s'efforcent au contraire d'établir la cohérence politique *objective* d'une situation de classe donnée en lui opposant la cohérence non moins forte d'une stratégie révolutionnaire, d'un projet communiste et d'un programme de lutte alternatif. Contrairement à ce que cultivent ces ennemis du prolétariat communiste conscient que sont les « ouvriéristes », *c'est donc bien l'indépendance de classe du parti prolétarien que défend et que protège l'adage léniniste bien connu « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire »*. L'historien Stéphane Sirot a du reste montré, à propos de l'involution réformiste-défaitiste de l'actuel mouvement syndical français, qu'elle découle largement du fait que dans notre pays la théorie et la pensée révolutionnaires (que porta longtemps cet « intellectuel collectif » qu'était le PCF, pour parler comme Gramsci), ont été sacrifiés par le PC mutant à une quête éperdue de la « modernité », du « look » et de l'image dans les sondages d'opinion.

- A partir d'une organisation exigeante, forte, où s'équilibrent le contrôle des dirigeants révocables à tout moment par le CC (lui-même émanation du congrès), et le rôle reconnu et plénier des directions qui, dans l'intervalle entre deux sessions du CC, doivent être fraternellement secondés en permanence : ni culte des chefs, ni contournement des directions, qu'elles soient locales, nationales ou mondiales (à l'époque où l'Internationale communiste existait). L'ex-secrétaire général du PC portugais, le fin Alvaro Cunhal, a d'ailleurs écrit des pages décisives sur ces sujets.

4 – Centralisme démocratique dans le parti et mouvement spontané des masses : leur dialectique

Tous ces principes d'organisation renvoient en dernière analyse à ce que le marxisme-léninisme appelle la *fonction d'avant-garde populaire du parti communiste*. Déjà en 1997, dans un article de mon livre *Mondialisation capitaliste et projet communiste (Temps des cerises)* intitulé « Réduire la fracture idéologique », je montrai comment le grand mouvement gréviste de décembre 1995 avait partiellement avorté faute d'un PCF assumant sa fonction d'avant-garde en ciblant politiquement la construction européenne qu'affrontaient alors objectivement, mais sans en avoir totalement conscience, la grande grève des cheminots. Le paradoxe est alors que, contrairement à ce que prétendent les « mouvementistes », qui dénigrent la « forme-parti » et qui confondent le parti-guide autoproclamé avec la fonction d'avant-garde (toujours à reconstruire et à reconquérir concrètement), le centralisme démocratique au sein du parti a pour finalité ultime d'activer au maximum l'autonomie politique et l'initiative des masses **populaires**. Historien de la Révolution russe, Marc Ferro (qui n'a rien de communiste...) a toujours noté qu'en 1917, le parti bolchevik fut le *catalyseur* du mouvement populaire foisonnant, mais disparate, tel que le portaient les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats ; et le souci constant de Lénine, par des mots d'ordre tels que « tout le pouvoir aux soviets » (mot d'ordre audacieux puisqu'alors les soviets étaient encore sous domination menchévique), puis l'insurrection d'Octobre elle-même, fut d'activer au maximum cet immense mais très « tâtonnante » révolution populaire en fédérant les masses en mouvement autour d'objectifs accessibles objectivement et subjectivement compréhensibles : *la terre aux paysans, le pouvoir aux soviets, le contrôle ouvrier sur la production et la rupture immédiate avec la guerre impérialiste*.

Par conséquent, la « *spontanéité des masses* » ne s'oppose pas à l'organisation fortement centralisée du parti communiste, elles sont les deux pôles d'un même mouvement révolutionnaire victorieux. Car sans centralisme démocratique, impossible pour le parti, en période révolutionnaire, de prendre *rapidement*, voire « sur les chapeaux de roue », les virages tactiques qui permettent de maintenir et d'attiser l'ardeur révolutionnaire des masses, de dynamiser leurs initiatives et de rapprocher l'explication finale entre le travail et le capital.

Symétriquement, le centralisme démocratique n'a pas sa fin en lui-même et il doit au contraire tourner en permanence le Parti, non pas vers l'introspection et l'auto-flagellation, mais vers l'extériorisation, vers l'engagement plénier dans le mouvement populaire, vers l'écoute des travailleurs en lutte, en favorisant un constant aller-retour dialectique entre les masses et leur avant-garde. Car le parti n'est vraiment l'avant-garde, donc n'est parti communiste de plein droit, que lorsqu'il est l'avant-garde *du* mouvement ouvrier fédérant l'ensemble du peuple travailleur pour isoler le grand capital et bâtir la société nouvelle.

Conclusion – Si un peu de réflexion sur l'avant-garde et sur le centralisme démocratique éloignent du mouvement populaire et de sa spontanéité révolutionnaire, beaucoup nous y ramène. L'avant-garde est en définitive ce qui permet non pas de faire l'histoire à partir de « minorités agissantes » se substituant aux masses, mais de permettre aux masses *elles-mêmes* de faire l'histoire. Pour cela, elles ont besoin d'outils organisationnels politiques, syndicaux, culturels, associatifs (mais étant donné la nature même du politique, le parti est seul à même de jouer le rôle d'un état-major) pour échapper aux influences délétères de l'ennemi de classe. La classe travailleuse peut ainsi devenir vraiment, non pas dans les mots mais en pratique, non pas dans d'infinis bavardages petit-bourgeois sur le « droit de tendance » et la « liberté de critique » chers aux mencheviks, aux anars et aux trotskistes, le sujet réel de son devenir ; en un mot, accéder vraiment, *pratiquement*, à la véritable liberté.

BOLCHEVISME ET CENTRALISME DEMOCRATIQUE

Actualité de la brochure de Lénine Un pas en avant, deux pas en arrière, mai 1904.

A propos d'un important texte de Lénine – Par Georges Gastaud, auteur du Nouveau défi léniniste (Delga 2017)

C'est en mai 1904 que Lénine publia à l'étranger une étude à la fois polémique et analytique intitulée Un pas en avant, deux pas en arrière. Dans cet écrit, le chef de file des bolcheviks (*majoritaires* en russe) polémique contre les minoritaires (*mencheviks*) du Parti ouvrier social-démocrate russe, notamment contre Martov et Axelrod, à propos de questions décisives de stratégie et d'organisation. Cette empoignade entre bolcheviks et mencheviks à propos du mode d'organisation du Parti n'est pas seulement de nature historique : car les marxistes-léninistes qui veulent reconstruire en France un parti communiste de combat doivent combattre à nouveau de nos jours les vieilles petites-bourgeoises, opportunistes et thermidoriennes du menchevisme, des vieilles qui ont refait surface à la faveur du triomphe provisoire de la contre-révolution antisoviétique en se parant des atours de la « modernité » ; à une époque où le « mouvementisme », de l' « autonomisme » et de l' « horizontalisme » sont très « tendance », alors que depuis des décennies la « mutation » social-démocrate du PCF dénigre démagogiquement les concepts d'avant-garde, de direction politique et de discipline communiste, **il est vital pour la renaissance communiste de rappeler et de déployer concrètement les conceptions prolétariennes et léninistes en matière d'organisation** : des conceptions qui conduisirent à la victoire les révolutions socialistes du 20^{ème} siècle (URSS, Chine, Vietnam, Cuba...), et dont le reniement par les Gorbatchev, Hue, Carrillo, D'Alema et Cie n'est pas pour rien dans le recul provisoire du mouvement communiste français et international.

L'un des mérites de la brochure Un pas en avant, deux pas en arrière, qui fait suite au célèbre Que faire ? de 1902, est notamment de prouver¹⁵ qu'il y a **continuité directe entre la stratégie opportuniste et « révisionniste » du menchevisme** (qui abandonne à la bourgeoisie libérale russe le rôle dirigeant dans l'opposition au tsar) **et la conception menchévique de l'organisation** : sous couvert de « liberté de critique », d' « ouverture », de « spontanéité », d' « autonomie » et de « libre initiative » des adhérents, **le menchevisme fait du Parti ouvrier un conglomerat « décentralisé », en réalité informe, dans lequel la direction élue ne dirige rien**, où les éléments petit-bourgeois s'exemptent de tout contrôle et où tous les organes centraux, voire locaux du parti, s'exonèrent du contrôle que le Comité central – émanation du congrès du Parti – se doit d'exercer sur l'ensemble des activités militantes *sur la base et dans le cadre des orientations arrêtées démocratiquement*. En particulier, les mencheviks soutiennent une conception de l'organisation qui, écrit Lénine, conduit à une « *organisation du Parti déliquescence et manquant de cohésion* » ; en parfaits petit-bourgeois individualistes, ils se déchaînent, contre l' « *idée bureaucratique* » (et en réalité prolétarienne) *de l'édification du Parti de haut en bas, en partant du congrès du parti et des organismes créés par lui* » ; ce qui, à l'abri de phrases creuses sur la « *liberté de penser* », l' « *esprit critique* » et l' « *autonomie* » étouffées par la « *bureaucratie* » (en réalité, par la direction démocratiquement élue du parti), exalte surtout, dit Lénine, une « *mentalité d'intellectuel bourgeois prêt à ne reconnaître que platoniquement les rapports d'organisation* ». Ce qui permet au final de désarmer et de paralyser le parti ouvrier en cultivant dans sa direction, écrit encore Lénine, une « *subtilité d'esprit opportuniste* », « *les phrases anarchistes* » et au final, la « *tendance à l'autonomie contre le centralisme* »¹⁶.

Il existe en effet un lien évident – mais qu'en général les théoriciens mencheviks tentent de dissimuler en feignant d'être « seulement » en désaccord sur l'organisation – entre, d'une part, leur culte anarchiste de la **désorganisation**, leur exaltation démagogique de l' « autonomie » des organes centraux (notamment des journaux communistes) par rapport au CC¹⁷, et d'autre part l'idée menchévique que le parti ne doit pas « trop » faire de théorie, qu'il doit se rabattre sur la « lutte économique » et sociale (= se rabattre sur les luttes syndicales, ce que Lénine appelle l' « économisme »), que les conditions d'adhésion au Parti doivent rester floues et laxistes, que pour finir, le rôle du parti ouvrier est de seconder telle ou telle fraction de la bourgeoisie (au lieu de conquérir le rôle dirigeant de la classe ouvrière au sein de vastes alliances populaires). De même qu'il existe une contre-cohérence révolutionnaire entre l'idée bolchévique que « *le parti s'édifie de haut en bas* » (à partir d'une analyse révolutionnaire fusionnant avec l'organisation

¹⁵ C'est peu dire qu'après lecture de la brochure de Lénine les dirigeants opportunistes ont encore rarement un poil de sec !

¹⁶ Lénine, O.C., T. 7, pp. 214 et sqq.

¹⁷ En 1925, sous le nom de « nouveau cours », Trotski – dont le fonds théorique restait menchevik malgré son indéniable apport à la construction de l'Armée rouge – tentera d'utiliser la jeunesse universitaire, qualifiée démagogiquement de « baromètre du Parti », pour contourner le comité central du Parti communiste bolchevik.

révolutionnaire, du primat du congrès et, entre deux congrès, du CC émanant du congrès), en clair, le *centralisme démocratique*, et l'idée que le parti doit devenir l'outil du combat décisif, « l'état-major de la classe ouvrière », donc une structure à la fois démocratique ET fermement disciplinée où le point de vue des « intellectuels bourgeois » n'est pas privilégié, où le combat de classe prime à tout moment sur les discutailleries sans fin, où le mouvement spontané des masses est sans cesse nourri et transcendé par l'intervention politiquement instruite de l'*avant-garde* communiste ; laquelle à l'inverse, étant principalement tournée vers la classe travailleuse, se nourrit sans cesse de l'intervention populaire pour détecter à temps, signaler et promouvoir les « innovations sociales et politiques issues du mouvement des masses, *Commune* de Paris en France, *Soviets* en Russie, *Conseils de fabrique* italiens, etc. Bref, ce sont les mencheviks et leur métaphysique stérile opposant l'organisation *solide* du parti à la « spontanéité » des masses, le centralisme à la démocratie, l'autonomie légitime des organisations locales (dans le cadre de la ligne politique fixée nationalement) au droit et au devoir des directions communistes de diriger fermement le parti pour faire en sorte qu'à chaque tournant du combat de classes, émergent des mots d'ordre politiques clairs et fédérateurs, de nature à élever sans cesse l'activité des travailleurs (y compris l'activité *spontanée* et les *innovations* des travailleurs¹⁸). C'est encore dans cet esprit de discipline et de démocratie prolétariennes, que Un pas en avant, deux pas en arrière dénonce avec force ironie l'« *anarchisme de grand seigneur* » des mencheviks qui ne voient dans l'application rigoureuse du centralisme démocratique que du « jacobinisme », du « robespierrisme », qu'une forme d'« asservissement » des individus dépouillés de leur « esprit critique » et de leur « initiative » par la désagréable « *soumission (collectiviste !) de la partie au tout* » et de la minorité à la majorité. Raillant l'intellectuel menchevik en rébellion contre la « dictature interne » du parti, Lénine¹⁹ écrit ironiquement :

« *la division du travail sous la direction d'un organisme central lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en 'rouages et ressorts' (et il voit une forme particulièrement intolérable de cette transformation dans la transformation des rédacteurs en collaborateurs) ; le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et la remarque dédaigneuse (à l'adresse des 'formalistes') que l'on pourrait se passer entièrement de statuts* » (p. 412).

Et V.I. Oulianov d'ajouter que le menchevisme « *érige en principe d'organisation la débandade* », que le centralisme démocratique est en fait un moyen démocratique pour les adhérents, tant par rapport aux parlementaires, aux journalistes du parti et à l'organe central, aux « *personnalités* » du parti, de...

« *... distinguer entre la psychologie du combattant de l'armée prolétarienne et celle de l'intellectuel bourgeois qui fait parade de la phrase anarchiste : (l'ouvrier révolutionnaire) doit apprendre à exiger l'exécution des obligations incombant aux membres du parti, non seulement des simples adhérents, mais aussi des 'gens d'en haut'* ».

Et Lénine, retrouvant en effet les accents du jacobinisme français et de Robespierre fustigeant la Gironde bourgeoise (c'est-à-dire l'aile droite de la Révolution française), stigmatise fortement la déviation fédéraliste – comme on dirait de nos jours – des dirigeants mencheviks en matière de (dés-)organisation :

« *Le girondinisme et l'anarchisme de grand seigneur se rattachent étroitement à un dernier trait caractéristique de la position de la nouvelle ISKRA (menchevique : NDLR, contrairement à l'Iskra léniniste initiale) dans les questions d'organisation : c'est la défense de l'autonomisme contre le centralisme* » (p. 413/4).

Et Lénine d'illustrer concrètement son propos sur l'« autonomisme » en déclarant :

« *C'est l'autonomisme (sinon l'anarchisme) que Martov et Axelrod défendaient au congrès de la Ligue, quand, avec un zèle qui le laissait pas d'être plaisant, ils cherchaient à démontrer que la partie ne doit pas être soumise au tout ; qu'elle est autonome dans la détermination de ses rapports avec le tout (...); c'est l'autonomisme que Martov préconise aujourd'hui ouvertement dans les colonnes de la Nouvelle Iskra (n°60) à propos de la nomination par le comité central de membres dans les comités locaux. Je ne parlerai point des sophismes puérils au moyen desquels le camarade Martov a défendu l'autonomisme au congrès de la Ligue et le défend aujourd'hui dans la nouvelle Iskra. Mais je tiens à noter ici cette tendance indéniable à défendre l'autonomisme contre le centralisme est un trait caractéristique de l'opportunisme dans les questions d'organisation* » (p. 415).

¹⁸ C'est Lénine qui, contre toute forme de « socialisme de caserne », lança le mot d'ordre « *le socialisme est l'œuvre vivante des masses* » à l'issue de la Guerre civile et de la victoire de l'Armée rouge.

¹⁹ Que les mencheviks et Trotski croyaient rabaisser en le surnommant « Maximilien » et en le traitant de « Montagnard » ou de « Jacobin » ! Lénine répondait que les mencheviks était la « Gironde » (l'aile droite) du mouvement ouvrier.

Et le très « dictatorial » Lénine d'enfoncer le clou prolétarien, en réalité mille fois plus démocratique *du point de vue du prolétariat* que l'antienne petite-bourgeoise sur l' « autonomie » en expliquant ceci (qu'on excuse la longueur de la citation, mais elle est indispensable *surtout de nos jours*) :

« *Le bureaucratisme versus le démocratism, c'est bien le centralisme versus l'autonomisme ; c'est le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire par rapport au principe d'organisation des opportunistes de la social-démocratie. Ce dernier tend à s'élever de la base au sommet, et c'est pourquoi il défend partout où il est possible l'autonomisme, le « démocratism » qui va (chez ceux qui font du zèle à l'excès) jusqu'à l'anarchisme. Le premier tend à émaner du sommet, préconisant l'extension des droits et des pleins pouvoirs de l'organisme central par rapport à la partie (...). A l'époque du rétablissement de l'unité véritable du Parti et de la dissolution, dans cette unité, des cercles qui ont fait leur temps, ce sommet est nécessairement le congrès du Parti, organisme suprême de ce dernier » (p. 415/6).*

Et Lénine de signaler que dans tout le mouvement ouvrier de l'époque, déjà, les tendances révisionnistes et réformistes qui se groupaient derrière Bernstein (« *le mouvement est tout, le but final n'est rien* ») se plaignaient déjà des « centralistes », des « despotes », des « dictateurs jacobins » qui, dans les partis ouvriers voulaient en effet, remettre les intellectuels révisionnistes sur les rails des règles communes. Lénine rappelait en effet le principe démocratique élémentaire selon lequel « *la majorité prime sur la minorité* » puisque pour tout ouvrier, et plus généralement, pour tout homme modeste, un homme vaut une voix ; si bien que les criaileries mencheviques sur la « *discipline qui tue* », les « *excommunications* », le « *règne autocratique des chefs du parti* », la « *soumission servile* », l' « *obéissance aveugle* » (qui en réalité injurie les membres de base disciplinés du parti), le refus de l' « *originalité personnelle* »²⁰, ne mènent en fait qu'à l'incapacité du parti d'arrêter une ligne ferme et de s'y tenir en tout, et sur cette base solide, de conforter la confiance que les masses peuvent lui accorder s'il dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit. Est en réalité démocratique...

« *... l'idée de la construction du parti du sommet à la base, du congrès du parti aux diverses organisations du parti* » (p. 424),

... de la même façon qu'était et que reste mille fois plus démocratique, même sous sa forme bourgeoise, la « République une et indivisible » chère aux Sans Culottes et aux Jacobins de l'An II, que le fédéralisme girondin qui voulait hier donner le pouvoir aux notables provinciaux ou que l'Europe fédérale des *Länder* à l'allemande qui détruirait de nos jours l'ensemble des conquêtes sociales, laïques et démocratiques construites par le peuple français au fil de plusieurs siècles de luttes.

Pour finir, Lénine accable de son ironie mordante, si déplaisante aux partisans de l' « *autonomisme* », la manière dont à l'occasion de ces luttes internes entre le courant bolchevik et le courant petit-bourgeois menchevik, vont plus d'une fois permettre la formation de « *blocs pourris* » anti-bolchéviks entre courants droitiers réformistes et courants gauchistes (avant la guerre impérialiste de 1914, le gauchisant Trotski aura toujours été un compagnon de route des mencheviks), « *tous les offensés, oublieux des comptes qu'ils avaient à régler entre eux* » se jetant « *en sanglotant dans les bras les uns des autres* » et levant ensemble, par pur opportunisme, « *le drapeau de l'insurrection contre le léninisme* » (l'expression est de Martov). Tant en réalité, les courants opportunistes et les courants gauchistes ne sont que les deux faces du même refus de l'hégémonie du prolétariat dans la société *voire au sein même de son propre parti*.

Toutes les personnes d'un certain âge qui auront lu mon texte jusqu'ici n'auront pas manqué de sourire à plusieurs reprises tant les propos poussiéreux des mencheviks sur l'« *autonomie* » opposée au « *centralisme* », sur l' « *horizontalité* » contre l'odieux « *verticalisme* » léniniste, sur ce que Robert Hue (la courroie de transmission politique du PS maastrichtien, le fidèle relais au sein du PCF du gouvernement euro-privatiseur de Jospin-Gayssot !) appelait sottement la « *souveraineté de l'adhérent* », donc la *domination de la partie sur le tout* et du « *cher moi* » individuel sur la collectivité « *totalitaire* ». Toute la « *mutation* » qui a détruit le PCF est sortie de cette immense dérive *liquidatrice*, à la fois organisationnelle, idéologique et stratégique qui, en Italie, s'appelait *mutazione genetica*, en Russie « *perestroïka* », et en ex-RDA « *die Kurve* » (le tournant). Et partout l'on a vu à quel point ladite mutation avait « *amélioré* » la démocratie interne dans le PCF et la fameuse « *souveraineté des cellules de base* » que promettait –

²⁰ Toutes ces expressions « modernes », que les petit-bourgeois actuels croient avoir inventées, émanent des chefs mencheviks ! Ces grands démocrates dont la plupart refuseront le pouvoir des soviets ouvriers et paysans et souvent, appuieront par la suite la contre-révolution blanche. Si « *démocratique* », comme on sait...

hélas ! – G. Marchais quand il annonçait « démocratiquement », depuis New-York (!), l'abandon par le PCF du centralisme démocratique : depuis lors, les cellules du PCF sont devenues si « souveraines » qu'elles ont été liquidées, cellules d'entreprise en tête, ces cellules par lesquelles était garanti le lien organique du parti avec le syndicalisme de classe. Belle avancée « démocratique » en effet pour les ouvriers et les employés, qui avaient un besoin vital de leur parti de classe, pendant qu'à l'inverse, les petit-bourgeois antisoviétiques « en vue » comme Garaudy, Juquin, Elleinstein, Martelli, etc. gagnaient de plus en plus en « autonomie », que la « commission économique » du PCF devenait un Etat dans l'Etat et imposait sa ligne ouvertement antimarxiste, que les « grands élus » du PCF cessaient pour maint d'entre eux, de reverser leurs émoluments au parti et qu'ils traitaient directement de leur réélection avec le PS maastrichtien²¹, et que le simple adhérents consulté à tort et à travers sur internet devenait en réalité un simple cotisant apprenant à la télévision qu'invariablement, le PS appelait à voter au second tour, sans débat interne, pour le candidat du PS voire pour le sieur Macron... Ne parlons pas de l'Huma, que son « émancipation » du Parti devait ouvrir à tout l'électorat de gauche et qui, découplée du parti et de ses militants, est sur le point de disparaître !

Et l'on voit par ailleurs à la *France insoumise*, qui se veut « mouvement horizontal » et « participatif », où le centralisme démocratique et la « forme-parti » à l'ancienne sont « ringardisés » et tournés en dérision, où « LE MEDIA » est censé être totalement « indépendant du mouvement » (et va de crise en crise...), combien ce mouvement prometteur s'est déjà divisée (c'est un constat) avec les crises à rebondissement du MEDIA, avec l'exclusion sans aucune autre forme de procès que l'excommunication majeure par le principal dirigeant, de personnalités dont je ne jugerai pas ici de l'évolution, mais dont le tort principal était de résister à la pente euro-constructive de ce mouvement qui, ce faisant, s'éloigne de la classe ouvrière pour privilégier les catégories plus aisées des grandes métropoles... ET de tout cela, nous ne faisons pas forcément le reproche à LFI vu que jamais ses dirigeants n'ont pas menti en se présentant comme des révolutionnaires communistes et que, toujours, ils se sont réclamés d'une forme de « réformisme fort » (pour parler comme les politologues). Que LFI s'organise comme elle l'entend, c'est celle des militants insoumis et pour notre part, nous continuerons de dialoguer sympathiquement – s'ils y consentent – avec ces militants progressistes. Mais nous PRCF qui voulons reconstituer un vrai parti communiste, un parti communiste *de combat*, nous qui voulons par ce moyen rendre à la classe laborieuse son rôle central dans la vie de la nation, nous qui avons soutenu dès la première heure le mouvement spontané, horizontal, clairement « antibureaucratique » et anti-« appareils » des Gilets jaunes, nous n'aurions que faire d'un pseudo-parti prolétarien qui serait constitué de bric et de broc, tirant à hue et à dia (surtout à hue d'ailleurs !), d'une auberge espagnole juxtaposant des tendances, des courants, des écuries, des « autonomies » et des comités Théodule, s'interrogeant gravement sur le « maintien de la forme-parti ». Car ce qui fait défaut dans ce pays, ce n'est pas une énième salon petit-bourgeois où l'on élucubre à perte de vue, c'est un parti d'avant-garde dialoguant avec toute la classe travailleuse en lutte, reconnaissant et stimulant toute forme de démocratie directe, mais mettant en débat un programme et une perspective politique révolutionnaire à discuter, à affiner certes, mais clairement orientée vers la sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme. Bref, un parti permettant à la classe ouvrière et au monde du travail, en redevenant le sujet central du changement de société (« le centre de la vie nationale » disait le programme du CNR), de rompre avec la servitude idéologique et politique que signifie l'euro-réformisme, pour redevenir politiquement indépendante, active et conquérante.

Et pour cela, oui, les militants franchement communistes seront toujours du côté de Lénine contre Martov/ Trotski, du côté du centralisme démocratique contre l' « autonomisme », du côté du bolchevisme contre toutes les resucées « modernes » du menchevisme.

Georges Gastaud, mai 2019, 115^{ème} anniversaire de la publication de Un pas en avant, deux pas en arrière (*Chag Vpériod, dva chaga nazad'*, Genève) en Mai 1904.

²¹ Comme Robert Hue lui-même, puis Pierre Laurent, qui ont fini par se faire élire sénateurs du des listes du PS...

Que signifie être robespierriste

dans la France de notre temps ?

Co-fondateur dans les années 90 du journal robespierriste lensois *Le Régicide*. 15.12.2018

A l'heure où Macron promet son « pacte girondin » et brandit comme une insulte le mot « jacobin », il urge de redéfinir ce que désigne l'étiquette de « robespierriste » puisqu'il est acquis que Robespierre fut la figure de proue jacobine de la Révolution française. On peut ainsi se dire robespierriste de trois manières que je tiens pour indissociables.

Etre robespierriste aujourd'hui, c'est d'abord se dresser contre le négationnisme contre-révolutionnaire qui, dans la lugubre lignée de Thermidor, diffame la phase la plus authentiquement populaire de notre Révolution, nie l'effort surhumain des Jacobins pour sauver la « patrie en danger », briser la chouannerie, esquisser le plan d'une République sociale, vaincre l'Europe contre-révolutionnaire, pousser le plus loin possible l'alliance de la jeune bourgeoisie révolutionnaire avec les Sans Culottes parisiens et les masses paysannes soulevées contre l'Ancien Régime. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la bourgeoisie actuelle, devenue oligarchique, eurolâtre, germano-béate et désireuse d'effacer le legs de deux siècles de luttes ouvrières, laïques et démocratiques, diabolise Maximilien, encense les « gentils » Girondins, réhabilite l'Autrichienne, etc., réduise l'An II à « la Terreur » qu'elle isole de son tragique contexte historique et guerrier : celui d'un affrontement de classes continental entre l'Ancien Régime et la Révolution française, au plus fort de laquelle émergent déjà, sous une forme utopique, les revendications communisantes de Gracchus Babeuf. La haine antijacobine de 1793 fusionne ainsi avec la réaction planétaire que suscita l'an 1989 en prenant à contrepied le 1789 français et le 1917 russe et en ouvrant la voie pour une re-mondialisation contre-révolutionnaire du capitalisme associé aux pires réactionnaires de la planète : néoconservateurs US, talibans afghans, nostalgiques du Reich paradant désormais de Kiev à Vienne en passant par Riga. Du reste, la preuve que le dénigrement de Robespierre au nom de « la » liberté n'est qu'hypocrisie, c'est que le « girondin » Macron a récemment remercié *Versailles* d'avoir jadis « sauvé la République »²². Car il est « démocratique », voyez-vous, de fusiller des Communards ou d'éborgner des Gilets jaunes, alors qu'il est évidemment « totalitaire » de porter atteinte si peu que ce soit aux privilèges des nantis...

La deuxième manière d'être robespierriste dans l'actuelle France en voie d'euro-désintégration atlantique est de défendre les acquis très menacés du robespierrisme réel. J'entends par là tout d'abord la souveraineté nationale dépecée au nom d'un « Empire » européen (dixit Bruno Le Maire) co-piloté par Berlin et par Washington. Autant sinon plus qu'en 1793 la défense de la République indépendante, une, démocratique, sociale et indivisible s'impose aujourd'hui à ceux qui veulent conjurer l'émergence d'un nouveau St-Empire euro-germanique belliqueux et liberticide travesti en « Europe des Lumières ». Tout cela sous la houlette d'un Empire états-unien qui n'a d'autre souci que son hégémonie mondiale, l'humanité et la planète fussent-elles périr sous les coups de boutoir obscurantistes de Trump. Pourtant, pas plus qu'en 1793, cette reconquête de notre souveraineté n'est tournée contre d'autres peuples. C'est le « patriote » Robespierre qui dénonça le premier l'esclavage et son nom est lié à jamais à celui de l'Antillais Toussaint Louverture, pionnier des luttes anticoloniales. Maximilien refusait aussi la guerre « révolutionnaire » voulue par les Girondins avides... d'éloigner de Paris les Sans Culottes les plus ardents. Tournée à la fois contre les particularismes obsolètes de l'Ancien Régime et contre le fédéralisme des notables girondins, la politique jacobine d'unification territoriale heurtait de front les bourgeois « républicains » avides de se tailler des fiefs régionaux... Du reste, la *République une et indivisible* était inséparable, aux yeux de Robespierre, d'un maximum de liberté dévolue aux *communes*, la plus vieille institution démocratique²³ de notre pays ; en effet, le prétendu « jacobinisme hyper-centralisateur » que l'oligarchie actuelle reproche à Robespierre, provient en réalité de Napoléon 1^{er}. Ce renégat du jacobinisme plaça en effet les communes sous la tutelle des préfets et militarisa *de facto* l'administration du Nouveau Régime. Or l'oligarchie bourgeoise actuelle, qui refuse mesquinement d'honorer du nom de Robespierre la moindre place parisienne, continue d'aduler l'Empereur qui, à côté de certains mérites historiques (pas question d'égaliser Napoléon, fils

²² Il faisait allusion à l'exploit du « républicain » A. Thiers ; à défaut de combattre l'envahisseur prussien, Thiers écrasa la Commune en 1871 en faisant lyncher plus de prolétaires désarmés durant la « Semaine sanglante » qu'il n'y eut de guillotins de 1792 à 1794, alors que le Comité de salut public devait tenir tête à toute l'Europe monarchique, à la Chouannerie interne et aux menées fédéralistes de la Gironde !

²³ La construction capétienne du futur Etat-nation français prit un élan décisif à Bouvines (1214) lorsque Philippe-Auguste s'allia aux milices communales pour briser la coalition du St-Empire, du Royaume anglais, du Comté de Flandres et de plusieurs féodaux français. C'est au cri de « Commune, Commune ! » que les milices populaires permirent la victoire et l'affirmation définitive de la monarchie capétienne : quand l'alliance entre celle-ci et la bourgeoisie révolutionnaire tomba définitivement, en 1792, le sort de « Louis Capet » fut aussitôt scellé...

illégitime des Lumières, au ténébreux Hitler !), saigna la France et l'Europe tout en opprimant durement les ouvriers et en rétablissant l'esclavage colonial : si paradoxal que ce soit, le bonapartisme est donc l'héritier de la Gironde dont Thermidor et le Directoire recyclèrent les thématiques antipopulaires. *Derrière l'anti-jacobinisme primaire, prière de toujours chercher le « nanti-girondinisme » et sa « république » des coffres-forts !*

La troisième manière d'être robespierriste à notre époque « parle » de manière encore plus directe aux communistes et aux prolétaires en lutte, y compris aux Gilets jaunes qui rendent à la Marseillaise sa portée insurrectionnelle initiale (« aux armes citoyens ! ») : on peut en effet se contenter d'être robespierriste selon l'*identité* (c'est-à-dire défendre à l'identique pour notre temps ce que Robespierre voulait pour le sien : c'est justifié puisque le meilleur de la République actuelle vient en grande partie de 1789, de 1793 et aussi, de février 1848, de 1905, de 1936 et du CNR), *mais cela ne suffit plus à notre époque où la grande bourgeoisie est féroce contre-révolutionnaire*. Les marxistes se doivent d'**être robespierristes selon l'analogie**, c'est-à-dire faire vivre à notre époque le *rapport* dynamique que les Jacobins de l'An II surent entretenir avec leur temps quand ils combattaient la contre-révolution féodale au nom de la révolution démocratique-bourgeoise d'alors. Or le maintien en notre temps de ce rapport dynamisant implique que l'on prenne désormais parti pour la classe travailleuse et contre la classe capitaliste, dont la partie la plus influente s'est muée en oligarchie contre-révolutionnaire, voire en caste *contre-réformatrice*. Que l'on relise le manifeste du MEDEF publié en 2011 sous le titre Besoin d'aire. Le MEDEF y donne cyniquement congé à la France et à la République : il exige en effet la substitution des « métropoles » aux communes, des Grandes Régions à l'allemande à la République indivisible, des Etats-Unis d'Europe et de l'« Union transatlantique » à la souveraineté de la nation, du tout-Globish à la langue française, etc. Bref, il ne s'agit plus seulement de « démanteler le programme du CNR », comme y appelait déjà un dirigeant du MEDEF en 2007, mais d'extirper l'ADN républicain de notre nation pour faire du *French Euroland* une sorte de « couteau sans manche dont on a jeté la lame ». C'est pourquoi **un robespierriste conséquent ne saurait renier la Révolution prolétarienne d'Octobre 1917**, ni se réjouir qu'elle eût été abattue pour permettre la remondialisation de l'exploitation capitaliste flanquée d'une Europe de Maastricht semblable à la Sainte-Alliance de Metternich et truffée de gouvernements fascisants. Moralité : *les contre-révolutionnaires de toute époque et de tout pays sauront toujours s'unir pour calomnier les révolutionnaires de tout temps et de tout continent, de Robespierre à Lénine, de Marat à Castro, de Saint-Just à Sankara, d'Elisabeth Dimitriev à Clara Zetkin.*

Pour rester fidèle à cette « France des travailleurs » qui « *répond toujours du nom de Robespierre* » (Ferrat « Ma France »), il faut donc que, dépassant le cadre combatif, mais politiquement fragile de la révolte en Gilet jaune, notre peuple, recentré sur le monde du travail, réponde à nouveau fièrement des noms de Lénine et d'Ambroise Croizat. Révolutionnaires et véritables progressistes de tous les temps et de tous les pays, plus que jamais, unissez-vous !

Retour critique sur les « voies pacifiques au socialisme »

Par Georges Gastaud²⁴, janvier 2019

Introduction – L'intensification de la violence d'Etat contre les forces populaires remet à l'ordre du jour la question des formes de la révolution socialiste à venir.

Les pics de violence toujours plus élevés qui, à l'initiative des gouvernements maastrichtiens successifs, émaillent les affrontements de classes en France (luttés contre la loi El Khomri, 2016, batailles contre les contre-réformes Macron de 2017, crise des « gilets jaunes » de novembre-décembre-janvier 2018) soulèvent objectivement la question du haut degré de violence qui marquerait sans doute, de la part du camp capitaliste-impérialiste, la transition révolutionnaire menant du capitalisme au socialisme dans notre pays. En outre, l'actualité latino-américaine qui, du Brésil au Nicaragua en passant par le Venezuela, balaie l'illusion petite-bourgeoise d'un « socialisme du XXI^{ème} siècle » faisant l'économie de l'affrontement armé et de la dictature du prolétariat atteste que ce débat, typique des années 1960/1970 et réglé de manière fort peu dialectique à l'époque, comporte une dimension planétaire même si, dans le cadre limité du présent article, nous insisterons par nécessité sur sa dimension nationale. Pourtant, cette question incontournable de la violence réactionnaire et de la contre-violence à lui opposer le cas échéant ne semble même pas effleurer les forces qui, en France, se réclament de l'anticapitalisme ou, plus timidement, de l'antilibéralisme militants. Bien que soutenant avec courage les victimes de violences policières, la *France insoumise* se déclare loyalement « réformiste » et s'inscrit sans réserve dans le cadre institutionnel actuel, fût-ce pour œuvrer, dit-elle, à l'avènement d'une Sixième République au contenu socio-économique passablement flou. Ainsi, alors que le juste et principal mot d'ordre des Gilets jaunes est « *Macron démission !* », J.-L. Mélenchon se contenterait présentement d'une dissolution de l'Assemblée nationale préservant la « légitimité » hyper-douteuse du « président » des riches. Ne parlons pas du PS dont la direction a soutenu les mesures ultra-policières et grossièrement anti-cégétistes de Manuel Valls lors des manifestations de 2016 contre la Loi Travail. Plus tristement, la confédération CGT a pris à contrepieds ses bases locales et fédérales les plus combatives en signant un honteux communiqué commun avec la CFDT et l'UNSA : y sont fustigés, non les violences policières croissantes, ni les milliers d'arrestations préventives, ni même le positionnement provocant de blindés sur les Champs-Élysées, encore moins l'Etat policier macronien usant et abusant des dispositifs liberticides issus de l'état d'urgence, mais les « violences » de « certains manifestants »... et d'individus dont on a tout lieu de penser qu'il s'agit de provocateurs professionnels. Désormais arrimés à la Confédération européenne des syndicats (C.E.S.) et incapables de rompre les liens institutionnels qui l'enchaînent au « dialogue social » bidon piloté par le cédétiste Laurent Berger, les dirigeants confédéraux de la CGT désavouent ainsi rétrospectivement la légitime défense ouvrière des militants CGT et CGTU ripostant aux violences d'Etat anti-ouvrières déclenchées naguère par les Clémenceau, Briand et autre Daladier. De même, leur hypocrite condamnation de « toute » violence constitue un outrage rétrospectif aux cégétistes antifascistes des années trente, aux FTP héroïques qui affrontèrent l'arme au poing l'Occupant nazi ou aux révoltes ouvrières contre les forces colonialistes et factieuses liguées contre la République et contre le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes.

1 - PCF : le « choix » désastreux des années 1970.

Mais l'omertà la plus significative sur la question trop vite enterrée des voies armée ou non armée au socialisme doit être cherchée, hélas, du côté du PCF, depuis longtemps affilié au Parti de la Gauche Européenne (PGE) euro-subventionné et définitivement arrimé par son récent congrès de 2018 à la très délétère alliance électorale à perpétuité avec le PS et avec ses chirurgiens (type B. Hamon). Fondé dans les années vingt pour mener la lutte révolutionnaire, y compris armée, contre l'Etat bourgeois, le PCF des années 1930 à 1970 s'était ensuite rangé à l'idée d'une combinaison, ou du moins d'un choix, par essence *conditionnel et toujours révisable*, à effectuer, le moment venu, en fonction du degré de violence mis en œuvre par l'ennemi de classe, entre la voie pacifique²⁵, et la voie armée au socialisme. Et quelle que soit la voie suivie pour la conquête du pouvoir, il ne faisait pas de doute pour le PCF encore officiellement marxiste-léniniste des années 60 que, tout Etat étant nécessairement démocratique *pour la classe dominante* et dictatorial *à l'encontre de la classe dominée*, l'Etat socialiste érigé par le mouvement populaire

²⁴ Philosophe, secrétaire national du *Pôle de Renaissance Communiste en France*. Auteur notamment du *Nouveau défi léniniste*, Delga, 2017.

²⁵ Laquelle avait « philosophiquement » la faveur du Parti, comme c'était d'ailleurs déjà le cas d'Engels ou de Lénine *pour autant que la décision dépendit du seul camp prolétarien*.

victorieux serait une « dictature du prolétariat » pratiquant la démocratie *populaire* la plus large, donc réprimant sans états d'âme les inévitables menées contre-révolutionnaires conjointes des nantis revanchards et de ses suppôts impérialistes de l'étranger. Soulignant la possibilité pour le PCF (alors premier parti de France...) d'aller au socialisme par une voie principalement pacifique, le Manifeste de Champigny adopté en 1969 par le Comité central du PCF n'en réaffirmait pas moins que, en fonction des réactions effectives de l'ennemi de classe, le recours du camp populaire à des moyens armés pourrait éventuellement s'avérer nécessaire. Le manifeste de Champigny posait encore avec force la « dictature du prolétariat et de ses alliés », qui figurait encore dans les statuts du PCF, comme un objectif stratégique non négociable.

2 - Des arguments... désarmants.

Même si certaines formulations du Manifeste, sur lequel pesait lourdement la politique d' « union de la gauche » avec l'anticommuniste retors Mitterrand, ouvraient déjà la brèche pour les dérives futures de la « mutation » social-démocrate, c'est surtout à partir du virage anti-léniniste, antisoviétique, « eurocommuniste » et, en un mot, ouvertement *révisionniste*, des années 1976/1979²⁶ que le PCF a officiellement répudié toute idée, non seulement de dictature du prolétariat, mais d'usage légitime de la contre-violence révolutionnaire pour contrer la probable violence contre-révolutionnaire armée. Au nom du « nouveau PCF », G. Marchais se flattait alors dans les médias, avec un confondant mélange de morgue, d'ignorance historique et de naïveté, de « ne pas tenir deux fers au feu » et de ne promouvoir « qu'une seule politique » : comme si c'était là une preuve de prudence et d'esprit de responsabilité de la part d'une force politique de première importance ! Jeune militant du PCF et des JC, l'auteur de ces lignes a alors frontalement combattu ces dérives : mais m'adressant aujourd'hui, avec le recul dont chacun dispose désormais, aux actuels membres du PCF se réclamant du marxisme, je leur demande instamment : *comment ne pas voir qu'il s'est agi là, non pas d' « innover politiquement », - quoi qu'en ait alors pensé G. Marchais, tirailé entre son origine ouvrière et les pressions d'un entourage de petit-bourgeois à la P. Juquin (notoirement fasciné par le PC italien) –mais de DONNER DES GAGES d' « assagissement » à Mitterrand, et à travers lui, à la classe dominante pour permettre au PCF d'accéder en position subalterne à un gouvernement de gestion social-démocrate du système capitaliste entrant en crise de longue durée ? Avec en finale, non pas une « avancée pas à pas vers le socialisme autogestionnaire à la française » et un renforcement électoral du PCF, comme le promettait alors la direction du Parti pour prix de ses piteux reniements, mais, comme chacun le voit aujourd'hui, une régression massive vers le turbo-capitalisme, vers la dissolution de la France dans l'Empire euro-atlantique, vers la liquidation de millions d'emplois ouvriers et paysans, vers la droitisation générale de la société française²⁷ et vers le discrédit quasi total du PCF-PGE dans les masses populaires...*

4 - Le refus obstiné d'autocritique des dirigeants « novateurs » du PCF.

Or jamais, *jamais*, les « arguments » qui prévalurent dans les années 1970 pour résilier la référence fondatrice à la dictature du prolétariat²⁸ et, dans la foulée, toute espèce de moyens armés servant à conquérir et à consolider un futur pouvoir populaire, n'ont été le moins du monde revisités, ni par les directions successives du PCF, ni par leurs opposants « marxistes » de plus en plus marginalisés, quand ce n'est pas mués en forces d'appoint, voire en rabatteurs de dernière minute, à l'intérieur du PCF (entretemps devenu section française de la « Gauche européenne »). Ni par les dirigeants, car de la « pré-mutation » eurocommuniste des années 1970 à la flamboyante reconversion social-eurocrate des années 90/2000, les Marchais, Hue, Buffet, Laurent, et maintenant, Roussel-Laurent-Chassaingne, n'ont remis en cause, ni même en question, le virage euro-réformiste des années septante

²⁶ ... où les statuts du PCF furent purgés de toute référence à la dictature du prolétariat, à l'internationalisme prolétarien, à la solidarité de classe avec les pays socialistes et au marxisme-léninisme, avec apparition des thèmes petit-bourgeois de l' « avancée pas à pas vers le socialisme » et de l' « autogestion » sans socialisation des moyens de production.

²⁷ Comment s'étonner, quand les « rouges » virent au rose sous couvert d'eurocommunisme, que les « roses », qui ne demandaient que cela, virent au social-libéralisme (socialisme en paroles, néolibéralisme en pratique...) et que la droite parlementaire elle-même vire au brun (Wauquiez), le lepénisme devenant le point de fuite général de la droitisation d'un spectre politique français en grande partie initiée par l'euro-révisionnisme des dirigeants du PCF ? Contrairement à ce que ressassent les dirigeants actuels du PCF, ce n'est pas seulement parce que le PCF s'est affaibli quantitativement que la société française évolue vers la réaction, le plus grave est la dégradation qualitative du Parti, le rejet du léninisme s'étant logiquement accompagné d'une rupture des liens organisationnels tissés sous Thorez et Frachon avec la classe ouvrière (cellules d'entreprise, syndicalisme de classe abandonné à lui-même).

²⁸ Dans laquelle Marx voyait son apport principal à la théorie politique dans une célèbre Lettre à Weydemeyer datée de 1852. Ceux qui se disent marxiste et contournent cette phrase au prix d'incroyables contorsions conceptuelles donnent une piètre idée de leur honnêteté intellectuelle...

préparé par le calamiteux flirt communo-mitterrandiste de 1965²⁹. Sans jamais opérer le moindre bilan critique de la voie *suicidaire* – pour le parti, pour le monde du travail et pour la nation elle-même ! – officialisée par le 22^{ème} congrès de 1976³⁰, **les dirigeants successifs ont tous contourné le critère matérialiste de la pratique et de ses résultats**, qui prouvaient de plus en plus nettement que cette ligne politique favorisait le Parti socialiste et la CFDT au détriment du PCF et de la CGT. Tous ces dirigeants successifs ont expliqué avec des phrases sucrées, répugnantes aux oreilles prolétariennes mais plaisantes à celle des intellectuels petit-bourgeois et des permanents dynastiques, que les déculottées à répétition essuyées par le PCF de 1975 à l'époque actuelle, provenaient tous du fait que l' « on n'était pas allé assez loin » dans la « novation », la « refondation », la « mutation » et la « métamorphose » de ce parti « communiste », de plus en plus semblable au fil des « innovations » dé-communisantes à un *couteau sans manche dont on aurait aussi jeté la lame...* Au lieu de prendre le mal à la racine, de revenir courageusement sur des « novations » erronées et terriblement régressives (et, bien entendu, de congédier dans la foulée les dirigeants faillis qui verrouillaient l'appareil et qui égaraient le corps militant pour sauver la juteuse « union de la gauche » !), chaque « congrès extraordinaire » du PCF aura donc aggravé les doses du poison révisionniste censé traiter la maladie, qui n'est pas le marxisme-léninisme (qui a apporté au camp du travail ses plus belles victoires, en France et dans le monde), mais tout au contraire l'institutionnalisation rampante du PCF, sa dérive social-réformiste analogue à celle qui mena jadis au déshonneur les partis de la Deuxième Internationale, puis son enrôlement définitif dans les rangs de l'euro-constructivisme, cette forme moderne du social-impérialisme devenu supranationaliste. Les marxistes-léninistes actuels ont donc le devoir de dire franchement les choses, non pas parce qu'ils mépriseraient le moins du monde les camarades encore formellement marxistes qui hantent le PCF, mais parce que c'est le devoir des léninistes que d'aider fraternellement nos « camarades de l'intérieur » à sortir des jeux d'appareil stériles et à cesser de gaspiller leur énergie, alors que la maison France brûle, à des révolutions de palais, ou plutôt à des *semi-révolutions de palais* (tant les résultats du dernier congrès sont illisibles) à l'occasion desquelles les « rouges » servent invariablement de marchepied aux dirigeants roses pâles.

Force est donc de **revenir ici sur les très plats « arguments » qui furent mis en avant en 1976 et dans les années qui suivirent pour « abandonner la dictature du prolétariat » et pour « renoncer » à la voie armée au profit d'une ainsi-dite « voie démocratique au socialisme »...** Etrange vocabulaire en réalité : c'est comme si les immenses révolutions populaires *armées*³¹ russe, chinoise, cubaine, portugaise, vietnamienne, yougoslave, etc., sans parler de la Révolution française, de l'insurrection anti-esclavagiste de Toussaint Louverture, de la Commune de Paris ou de l'héroïque révolte de Spartacus, n'avaient pas été plus démocratiques que toutes les élections piégées et sous haut pilotage médiatico-ploutocratique organisées dans les « démocraties libérales » occidentales réunies pour « choisir périodiquement qui, parmi les membres de la classe dominante, serait autorisé pour un temps donné à organiser l'exploitation de la majorité travailleuse par la minorité bourgeoise » (pour reprendre en substance un mot célèbre de Marx).

4 - Trois « arguments » invalidés par l'expérience historique.

Les trois principaux « arguments » utilisés dans les années 1970 pour « choisir » la « voie pacifique », dite « démocratique » au socialisme et pour, dans la foulée, répudier le marxisme-léninisme et toute forme de légitime défense armée contre les menées contre-révolutionnaires à venir, étaient les suivants :

a) L'évolution du rapport des forces mondial en faveur du camp socialiste et anti-impérialiste et au détriment du monde capitaliste laissait alors espérer une relative impuissance du camp impérialiste à abattre par la violence les révolutions socialistes à venir. Maurice Thorez avait d'ailleurs développé une idée analogue, *vite démentie par la réalité de la guerre froide imminente*, lorsqu'en 1946 il avait précipitamment affirmé, dans une interview au *Times*, que le nouveau rapport des forces international issu de la défaite de Hitler permettrait aux communistes français de contourner la voie armée, voire d'éviter la dictature du prolétariat.

²⁹ Election présidentielle où, relançant politiquement le cheval de retour colonialiste Mitterrand, le PCF s'effaça désastreusement derrière Mitterrand dès le premier tour alors qu'il était et de loin le premier parti à gauche.

³⁰ Il y a plus de quarante ans, donc, et non pas « depuis le congrès de Martignes » de 2000, comme l'expliquent les derniers de cordée de la lutte antirévissionniste pour minimiser la gravité et l'ancienneté des dérives révisionnistes !

³¹ Pas seulement, ni même principalement : qu'on relise *Les Dix jours qui ébranlèrent le monde*, du journaliste américain John Reed, témoin et acteur direct de la Révolution russe: il montre l'intense débat de masse qui secoua chaque usine, chaque régiment, chaque barricade (j'allais écrire « chaque rond-point » !) pour départager la ligne offensive des bolcheviks de la ligne capitularde et social-impérialiste des mencheviks sur les trois questions stratégiques posées aux masses : la sortie immédiate de la guerre impérialiste, le transfert total du pouvoir politique aux soviets ouvriers et paysans et la remise immédiate de la terre aux soviets de paysans.

b) En France même, la théorie, juste en elle-même, mais interprétée de manière politiquement opportuniste, du « capitalisme monopoliste d'Etat » semblait justifier l'idée que les forces révolutionnaires disposeraient d'une majorité sociopolitique écrasante face à la poignée insignifiante des capitalistes monopolistes et de leurs proches. Cette conception des choses, qui tendait déjà à diluer le rôle dirigeant de la classe ouvrière et à réduire la bourgeoisie privilégiée à la caste des 1% de financiers et assimilés, permettait en théorie de passer au socialisme « démocratiquement », la masse de la population ayant intérêt au socialisme. Quant au rôle moteur de la classe ouvrière il passait aux oubliettes puisque 99% des gens étaient censés avoir directement intérêt au socialisme, nonobstant les contradictions secondaires mais non négligeables qui traversent le bloc populaire lui-même.

c) Enfin, venue d'Italie (exactement, de la direction complètement institutionnalisée du PC italien) et d'une lecture opportuniste mal digérée des écrits d'Antonio Gramsci, se répandait l'idée qu'à « notre époque », la lutte des idées, la conquête de l'« hégémonie culturelle » par le bloc progressiste suffirait pour conquérir l'autorité sur la société sans qu'il fût jamais besoin de détruire de fond en comble l'appareil étatique de la domination armée de la bourgeoisie. Comme si l'hégémonie n'était pas le « consentement cuirassé de coercition » dont parlait Gramsci ! De plus en plus « assagi » et bourgeoisement installé dans le paysage politique transalpin, le PCI expliquait en effet (au moment même où l'Etat bourgeois italien et l'OTAN tentaient de fomenter un coup d'Etat à la grecque à Rome !) que « lo stato italiano » issu de la Résistance antifasciste (pour une part seulement !) était d'une nature particulière, *sui generis*, ce qui rendait caduques les célèbres analyses de Marx (*La guerre civile en France, Critique du programme de Gotha*), d'Engels (*L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*) et de Lénine (*L'Etat et la révolution*) sur la nature nécessairement classiste de tout Etat, donc sur l'indispensable dislocation des appareils de domination bourgeoise et sur leur remplacement par un appareil d'Etat nouveau issu des masses populaires en révolution : la *dictature du prolétariat*, qu'Engels et Lénine appelaient aussi « l'Etat-Commune » (*Gemeinwesen*), celle-ci évoluant elle-même vers le *dépérissement de toute forme d'Etat de classe* au fur et à mesure que la société socialiste développée, puis la société communiste sans classes (que Marx appelait aussi la société des « producteurs associés » et que Lénine nommera « société des coopérateurs civilisés »), succéderait au socialisme encore primitif tel qu'il ne peut manquer d'émerger des flancs de la société de classes.

5 - La violence révolutionnaire rendue obsolète par la puissance mondiale du camp socialiste ?

Or ces « arguments » clairement révisionnistes, totalement contraires aux enseignements centraux, essentiels, répétés de Marx, d'Engels (cf l'essai intitulé Le rôle de la violence dans l'histoire) et de Lénine, étaient déjà faux à l'époque où ils furent formulés par ceux qui dirigeaient le PCF en 1976. D'abord, parce que même après les défaites subies au Portugal par le fascisme lusitanien, puis au Vietnam par le colonialisme français puis par l'impérialisme US, le capitalisme-impérialisme demeurait hélas le système planétairement dominant en terme de forces productives, de capacités militaires globales, d'impact financier, de domination médiatico-culturelle, d'emprise démographique, monétaire, bancaire et géographique, de mainmise sur les ressources terrestres, voire, plus pernicieusement encore, d'habitudes et de modes de vie et de consommation³². On n'allait pas tarder à s'en apercevoir avec la contre-offensive à la fois idéologique (que le PCF qualifia justement de « guerre idéologique »), socio-économique (contre-offensive néolibérale Reagan/Thatcher) et militaire (énorme course aux armements lancée par Carter et formidablement accélérée par Reagan puis Bush avec le total appui de Mitterrand). Le socialisme était si fort et le capitalisme était alors si affaibli géopolitiquement (sic !) qu'entre 1989 et 1991, on assista au refoulement mondial du socialisme (contre-révolution en URSS, annexion de la RDA, implosion de l'ex-camp socialiste annexé par l'UE/OTAN, tentative de renverser le PCC en Chine : événements de Tiananmen), cet effondrement s'accompagnant d'un nouvel élan de la funeste « construction européenne » sous pilotage germano-américain. Avec en prime la remise en cause d'acquis civilisateurs datant pour le moins de la Révolution française !

6 – Un bloc réactionnaire réductible à 1% de la population en France ?

Sur le plan hexagonal, la période offensive ponctuée par l'immense grève ouvrière de Mai-juin 68 fut rapidement refermée par la bourgeoisie française et par ses pouvoirs successifs : de Pompidou à Macron en passant par Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande, c'est à qui aura pu porter le plus de coups aux bases industrielles et agricoles françaises (sidérurgie, mines, textile, automobile, machine-outil, mais aussi secteur public et nationalisé, sans parler des petits et moyens paysans ruinés par les « élargissements » successifs de l'Europe aux pays du Sud et de l'Est) ainsi qu'aux grands services publics qui formaient la base électorale et militante du bloc PCF/CGT/MODEF/Unité et action de la FEN. Avec la casse industrielle et agricole, les délocalisations, les privatisations, le démantèlement rampant des

³² Il n'est que de voir combien le « rêve américain », ou plutôt, le cauchemardesque *leurre* yanqui, a infecté la conscience sociale dans le Vietnam actuel...

services publics, Education nationale, Equipement, SNCF, EDF, CNRS, Sécurité sociale, hôpitaux publics et universités en tête, ce sont le « produire en France », mais aussi les bases institutionnelles et sociales héritées de siècles de lutte et de construction nationale (République une et indivisible cédant aux euro-régions à l'allemande, communes de France absorbée par les « métropoles », tout-anglais phagocytant l'espace de la langue française...), qui furent froidement sabordées, pendant qu'émergeait un *French Euroland* vampirisé par le tourisme friqué, par la finance mondialisée, par la « com » et la pub globishisée, par les médias liés aux firmes de l'armement et par l'industrie du luxe. Et pendant que l'ancienne petite bourgeoisie urbaine et rurale – base sociale du Parti radical-socialiste, puis du gaullisme – fondait comme du beurre au soleil noir de Maastricht et des fusions capitalistes transnationales, c'est une armada de « bourgeois bohèmes » justement campés par le livre du marxiste Michel Clouscard Le capitalisme de la séduction qui proliférait dans le sillage de la grande bourgeoisie financiarisée, anglomane, germano-centrée et fanatiquement atlantiste. Cette *nouvelle petite bourgeoisie* détachée de l'échoppe et de la ferme, formellement salariée mais idéologiquement néolibérale et « managériale », était principalement pilotée par les cadres supérieurs et « moyens-supérieurs » ancrés dans les « villes-centres » des métropoles émergentes ; sociétalement « de gauche » et totalement détachée des vieilles valeurs patriotiques, laïques et/ou catholiques, elle votait PS, voire trotskiste ou écolo, se syndiquait à la CFDT... et n'en était que plus anticommuniste et antijacobine, idolâtrant Mitterrand, Jospin puis Macron en politique, BHL, Glucksmann et « Libé » sur le plan philosophique, les « States », Gainsbourg et l'anglo-américain sur le plan « culturel », avec une haine incandescente contre l'URSS et les Etats anti-impérialistes du tiers-monde (contre lesquels le « socialiste » Kouchner avait inventé le « devoir d'ingérence »). Pendant des lustres, non seulement le PCF, mais presque toute la gauche « alternative » a fait l'impasse sur l'émergence de cette couche sociale proprement social-parasitaire, au sens marxiste du terme. Pourtant, Lénine en décrivait déjà l'avènement prochain³³, en l'absence d'une révolution socialiste rapide, au cœur des grands Etats impérialistes dont il annonçait la désindustrialisation systématique, avec en parallèle le déclassement des ouvriers industriels occidentaux et la surexploitation impérialiste de l'Orient. De plus en plus d'ailleurs, l'oligarchie française, depuis longtemps terrifiée par le peuple frondeur qui fit 1789 et 1793, les Trois Glorieuses, la révolution de 1848, la Commune de Paris, le Front populaire, la grève minière de 1941, le CNR, l'insurrection parisienne de 1944, la grève de masse de 1968, cherchait à se mettre à couvert derrière les deux plus grands pays impérialistes de son environnement géopolitique : non seulement les USA et l'univers anglo-saxon, mais l'Allemagne fédérale capitaliste³⁴ que la contre-révolution à l'Est, l'annexion de la RDA et la recolonisation de facto de l'Europe orientale par les Konzerne allemands allait bientôt rendre à sa prééminence continentale.

7 - La violence idéologique, substitut à ou couronnement symbolique de la violence armée d'Etat ?

Enfin, loin d'aller vers on ne sait quel apprivoisement des antagonismes au profit de la « bataille d'idées », la société capitaliste n'a cessé, depuis les années 70/90, de se surarmer, de renforcer ses dispositifs policiers, de s'ingérer dans les affaires des Etats plus faibles, de se préparer à des croisades monstrueuses (contre l'URSS, puis contre la Chine et la Russie, contre le monde islamo-musulman, contre les Etats latino-américains récalcitrants, contre l'Iran, etc.), tout en développant à l'intérieur de chaque Etat bourgeois « démocratique » un empilement de lois liberticides, de dispositifs de contrôle sur les libertés publiques, syndicales et individuelles, d'encadrement de la production intellectuelle et des moyens de communication, internet et les réseaux sociaux inclus : en un mot, ***l'ainsi-dite « démocratie » bourgeoise n'a cessé de dégénérer et de se fasciser au fur et à mesure que l'ex-bourgeois révolutionnaire des XVIII et XIXèmes siècles devenait nantie, impérialiste et néoconservatrice.*** Si l'on veut bien se souvenir que, comme l'expliquait Georges Dimitrov au 7^{ème} congrès de l'Internationale communiste (1935), la fascisation n'est pas (encore) le fascisme proprement dit – cette dictature terroriste des cercles les plus réactionnaires du capital financier – mais une rapide dégénérescence de la démocratie bourgeoise préparant les conditions politico-idéologique, si le besoin s'en fait sentir pour les classes dominantes, de l'avènement du fascisme « pur et dur ».

Pire encore, comme nous n'avons cessé de l'expliquer depuis le début des années 80, « ***l'exterminisme est désormais le stade suprême du capitalisme-impérialisme*** » contemporain, en entendant par là ce fait de plus en plus patent que le maintien du capitalisme à l'échelle mondiale, alors que ce mode de production est de plus en plus

³³ Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916.

³⁴ A laquelle Giscard, Mitterrand, Jospin et aujourd'hui Macron ont sacrifié l'industrie française (9% du PIB actuel !) excluant de la citoyenneté de fait de mineurs, métallos, etc. : plus d'ouvriers et de paysans, plus de révolution ouvrière et paysanne ! L'acte majeur de cette vassalisation de classe de la France fut la fermeture de Renault-Billancourt, épice de la grève de 1968, où se produisait l'essentiel de la machine-outil française, base de l'industrialisation du pays.

incompatible avec le développement, voire avec la survie de notre espèce, conduit l'homme et le vivant à leur ruine, que ce soit par la destruction galopante des bases biologiques et climatiques de l'existence humaine³⁵, par l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes, ou par la préparation d'une troisième guerre mondiale pandestructive pour tenter de maintenir à tout prix la prééminence géopolitique de l'Empire euro-atlantique en voie de déclassement mondial face aux « BRICS ». Quelle blueté insensée, en de telles conditions, que de raconter aux prolétaires français que, comme le dira Gorbatchev précédé sur ce plan par l'opportuniste français Juquin, nous vivons une « nouvelle ère » où « les valeurs universelles de l'humanité » (parmi lesquelles la paix et la non-violence) l'emporteraient sur « les intérêts de classe du prolétariat » en reléguant au musée le « vieux » combat de classe et ses affrontements si peu policés... C'est aussi bête que de crier « pouce ! » et que de croire que, parce qu'on a sottement baissé la garde et qu'on s'est désarmé soi-même, un Hitler, un Reagan, un Trump, un Bolsonaro, vont s'apitoyer, « jouer le jeu », tenir leurs promesses, et par ex. couvrir de cadeaux la Russie postcommuniste. Que nenni, sitôt que Moscou leur aura cédé Varsovie, Berlin, Riga et Kiev, les insatiables impérialistes occidentaux n'auront de cesse que d'enserrer la nouvelle Russie « postcommunistes » dans un réseau serré de bases de l'OTAN en dardant leurs nouveaux « euromissiles » et leurs satellites de combat sur Moscou et Leningrad rebaptisée « Peter » !

Faut-il dire que les « raisons » qui poussèrent le PCF pré-mutant de Marchais, mutant de Robert Hue (qui contrairement au premier n'avait aucun « fond » ouvrier et communiste) et archi-muté de MM. Laurent et Roussel à « répudier la violence » sont encore moins valides en 2019 qu'elles ne l'étaient en 1976, au congrès rosâtre de Martigues ou au « congrès extraordinaire » de 2018 ?

8 - La disparition de l'URSS a globalement affaibli la probabilité d'une transition purement, voire principalement pacifique, au socialisme

D'abord, le camp socialiste et l'URSS, remparts mondiaux du rapport des forces entre Travail et Capital, entre forces de paix et impérialisme, s'est effondré, victime des efforts conjugués de l'impérialisme extérieur, de la bureaucratie interne et de l'hyper-révisionnisme gorbatchévien. Rien que sur cet argument, du moins si l'opportuniste idéologique résultait d'erreurs commises de bonne foi et non pas d'une institutionnalisation inavouable des appareils anciennement communistes, il faudrait revenir totalement sur les élucubrations de 1976 sur la prétendue obsolescence de la lutte armée au vu de la nouvelle force irrésistible du camp socialiste. Quel lecteur de bonne foi, mesurant du même coup d'œil avec effroi le gouffre de régression idéologique dans lequel le PCF-PGE actuel est irrévérablement tombé, ne comprend-il pas que ce qui est en réalité super- « désuet », « obsolète », « ringard », aussi usé que ce socialisme angélique et petit-bourgeois qu'a déjà ridiculisé Marx au mitan du 19^{ème} siècle, c'est au contraire l'« argumentation » inconsistante avancée par G. Marchais et par ses piêtres conseillers d'alors, les Pierre Juquin, Jean Elleinstein, Félix Damette, Paul Boccara, Philippe Herzog et autres intellectuels antimarxistes qui, d'ailleurs, ont tous quitté par la suite le PCF sur des bases droitières pour faire carrière ailleurs et combattre le communisme de l'extérieur après avoir dénaturé le PCF de l'intérieur ? S'il fallait renoncer à la violence révolutionnaire *en toutes circonstances* sous prétexte que le capitalisme affaibli faisait alors face à l'offensive mondiale des forces de progrès, on aimerait bien savoir quel nouveau sophisme les euro-révisionnistes pourraient encore concocter pour nous expliquer qu'il faut, encore aujourd'hui, sanctuariser la « voie pacifique » et proscrire toute autre méthode de lutte alors que le camp socialiste mondial est disloqué, que le front anti-impérialiste est fracturé (il n'est que de voir ce que subit le peuple palestinien !) et que, même si certaines puissances actuelles comme la Russie capitaliste sont forcées de contrecarrer l'hyper-prédateur yanqui pour des raisons d'autodéfense nationale, même si le sort de la Chine populaire est loin d'être scellé sur le plan sociopolitique, l'impérialisme US conduit par Donald Trump, l'impérialisme nippon aspirant au réarmement et l'impérialisme allemand plus arrogant et géopolitiquement « gourmand » que jamais, ne cessent de s'ingérer *violemment, par les sanctions économiques, la manipulation médiatique, l'intrusion politique et l'invasion militaire*, dans les affaires des autres peuples, du Venezuela au Mali en passant par l'Ukraine, la Syrie, l'Irak, la Libye, le Yémen, l'Afghanistan, l'Iran, la Colombie, la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, etc. ?

9 – Oui, sans être majoritaire, la réaction dispose d'une base de masse potentielle en France !

Quant à la fable rosâtre de 99% des Français ayant intérêt au socialisme à l'encontre d'1% d'oligarques monopolistes, les lecteurs de ce texte sont-ils assez désinformés sur le monde qui les entoure pour qu'il nous faille sérieusement prendre la la peine de les détromper ? Oui le monde du travail piloté par sa partie la plus résolue, la classe ouvrière, peut construire un large rassemblement populaire majoritaire tourné vers l'indépendance nationale, le progrès social, la reconstitution du *produire en France*, la coopération internationale planifiée entre Etats souverains et

³⁵ « Le capitalisme ne produit la richesse, disait déjà Marx, qu'en épuisant ses deux sources, la Terre et le travailleur ».

égaux, tout cela dans la perspective d'une rupture progressiste avec l'U.E./O.T.A.N. préluant à une rupture révolutionnaire intégrale avec la domination capitaliste. Mais d'une part, ce large *Front antifasciste, patriotique, populaire et écologiste* (Fr.A.P.P.E.) que promeut le PRCF doit être dirigé par la classe ouvrière qui ne pourra pas remplir cette fonction fédératrice sans un parti communiste de combat (aux antipodes de ce qu'est devenu l'appareil institutionnalisé du P.C.F.) et sans un syndicalisme rouge affranchi de la tutelle de la C.E.S. et de la C.F.D.T. D'autre part, ce Fr.A.P.P.E. doit s'attendre à une résistance acharnée, médiatico-idéologique, commerciale, bancaire et si possible, *militaire et séditeuse*, hexagonale et internationale (cf la manière dont sont combattus des pays qui ne sont même pas socialistes comme la Russie ou le Nicaragua !) de la part du grand capital « national » et mondial. Enfin, qui peut croire que nombre de bourgeois, « bohèmes » ou traditionnels³⁶, qui sont fort contents du système actuel, ne feront pas bloc autour de l'oligarchie dépossédée ? Qui peut penser une seconde que tout le haut appareil d'Etat militaire ou policier restera l'arme au pied quand le pouvoir populaire destituera les caciques mis en place par l'oligarchie, « brisera les chaînes de l'Union européenne », sortira la France de l'O.T.A.N., nationalisera sans indemnités les entreprises stratégiques, décidera de ne pas payer la dette illégitime « due » aux « marchés financiers », renverra à leur retraite de base les hauts gradés et les hauts fonctionnaires qui pantoufflent dans les conseils d'administration privés ? Qui peut croire aussi que les millions de hauts cadres des services parasites, finances, assurance, com, pub, luxe, tourisme haut de gamme, qui vivent fort bien dans ce pays pendant que les ouvriers, les employés, les enseignants, les infirmières, les ingénieurs du public, les ingénieurs et techniciens de l'industrie, la masse des artisans, des auto-entrepreneurs et des paysans travailleurs « galèrent », ne feront pas tout pour briser le mouvement qui rebasculerait la France vers les services publics utiles et vers le *produire en France* industriel, agricole et artisanal ? C'est très exactement rêver les yeux ouverts, camarades communistes et insoumis de base, ou plus gravement, c'est carrément amener les masses au massacre, MM. les politiciens professionnels de la gôche établie et du syndicalisme institutionnalisé, que de méconnaître le fait patent que, tout en étant potentiellement minoritaire (mais n'en disposant pas moins d'énormes moyens médiatiques, financiers, culturels, *militaires*), ***l'oligarchie peut compter sur quelques millions d'amis combattifs dans ce pays***, sans parler du sabotage et de l'aide qu'elle obtiendrait certainement si un pays de l'importance géopolitique de la France venait à s'engager dans une transition révolutionnaire, si pacifique soit-elle, vers le socialisme ! Au passage, nous P.R.C.F. n'avons jamais eu la candeur de prétendre que le « Fr.A.P.P.E » que nous appelons de nos vœux servirait à faire l'économie (entre le souhaitable et le possible il y a souvent un gouffre !) de l'affrontement de classes le plus résolu et *in fine*, de la révolution socialiste proprement dite. Au contraire, il s'agit pour les communistes, à l'encontre de tout opportunisme de droite et de tout sectarisme obtus, de créer les conditions les plus fédératrices possible de la révolution socialiste en permettant à des millions de membres des couches populaires et moyennes de se convaincre, non par de vains discours, mais par leur expérience du *Frexit progressiste* et de la reconstruction française, de la nécessité de *mettre vigoureusement hors d'état de nuire le bloc capitaliste-réactionnaire* si l'on veut vraiment restaurer l'indépendance de notre pays menacé de déliquescence et de fascisation. Si la classe ouvrière fait montre de fermeté dans cette tâche, si le moment venu elle n'hésite pas devant les moyens révolutionnaires, sa détermination entraînera les « couches moyennes » antimonopolistes, lesquelles tomberont inévitablement du côté contre-révolutionnaire si elles sentent que, pour finir, l'assurance et la force sont de ce côté-là. Il faudra donc agir avec mesure, retenue, bref, avec le moins de violence possible bien sûr, mais gardons-nous le moment venu de tomber dans un angélisme politique qui ne ferait qu'encourager les violences contre-révolutionnaires à l'encontre de notre peuple³⁷ !

11 - Pacifiques autant que cela dépendra du camp progressiste, mais pas « pacifistes bêtards » !

Bien entendu, pour autant que cela dépendra d'elle, la classe ouvrière et son parti communiste de combat choisiront toujours les moyens les plus pacifiques, les plus démocratiques, les plus « civilisés » possible, y compris à l'égard des ennemis de classe en tant qu'ils sont considérés comme capables de revenir à l'humanité commune (donc, de travailler comme un chacun)... et que bien sûr, ils ne saboteront pas l'option socialiste majoritaire³⁸; mais promettre

³⁶ La crainte de la révolution socialiste aura tôt fait de souder entre eux les « sociaux-démocrates », les partisans du FN et les « libéraux », unis dans une seule haine incandescente contre le pouvoir populaire, comme à Caracas.

³⁷ Prière aux idéologues de la social-démocratie de ne pas se draper dans le drapeau de la non-violence contre les communistes censément « agressifs » et mangeurs d'enfants. Quand la Deuxième Internationale cautionna l'union sacrée de 1914-1918, c'est-à-dire une boucherie réactionnaire mondiale, quand le SPD fit assassiner Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et les spartakistes, quand un ministre SFIO (Jules Moch) fit tirer sur les mineurs du Nord-Pas-de-Calais en 1948, quand les gouvernements à participation, voire à direction « socialiste », soutinrent les guerres coloniales et légitimèrent lâchement le putsch gaulliste de 1958, les dirigeants « socialistes » ne pratiquèrent aucunement la « non-violence » mais bien l'appui déterminé à la violence anti-ouvrière, voire l'appui direct aux menées colonialistes et fascistes. La seule violence qui les a jamais gênés, c'est la violence révolutionnaire, la violence des guerres impérialistes ne les gêne nullement, notamment en Afrique ou au Proche-Orient. Combien d'« assassinats ciblés » et « extrajudiciaires » sous les grands « adversaires de la peine de mort » que prétendent être Hollande ou feu Mitterrand ?

³⁸ Nous ne sommes pas partisans de torturer psychiquement durant des mois Carlos Ghosne, le socialement peu recommandable PDG de Renault, comme le font sadiquement les impérialistes japonais pour susciter un renversement du rapport des forces à l'intérieur de l'« alliance » Renault-

candidement que nous tendrons l'autre joue, que le peuple ne s'armera pas, que nous nous désarmerons unilatéralement alors que le monde capitaliste entier aurait toute licence de s'armer contre nous, cela, non, nous ne le ferons jamais car épargner le sang des fascistes entrés en contre-révolution équivaldrait à se faire complices de ces derniers : dès aujourd'hui, si l'on veut qu'ils résistent aux contre-réformes bourgeoises, les prolétaires et leurs alliés progressistes des autres couches sociales doivent avoir l'assurance qu'ils ne seront pas livrés par les forces communistes et franchement insoumises au couteau sans pitié des Trump, des Netanyahu, des Bolsonaro et des futurs émules « français » de ces bandits d'envergure planétaire ! Que l'on médite le ralliement de nombreux « pacifistes » au régime de Vichy et à la collaboration avec l'Allemagne nazie, y compris de syndicalistes dévoyés, d'intellectuels « de gauche » (Alain, Jean Giono...) et de responsables « socialistes » qui n'ont cessé de « brunir » au fil des années 1930 comme Marcel Déat, auteur du violent pamphlet pacifiste Mourir pour Dantzig ? en mai 1939 et préparant honteusement la future collaboration avec Hitler...

10 - Dictature du prolétariat et élargissement sans précédent de la démocratie populaire.

Bien sûr, il faudra veiller à ce que la future dictature du prolétariat ne finisse pas par corseter et par « congeler » la démocratie populaire, qui reste à tout moment le carburant décisif de la construction socialiste ; car si la révolution populaire finissait par se « glacer », pour reprendre un mot d'Antoine Saint-Just, le plus proche compagnon de lutte de Robespierre, le peuple retomberait dans sa passivité politique multiséculaire ; la réaction, les carriéristes et les rats d'appareil inévitablement infiltrés dans le camp révolutionnaire qui profitent de toute période trouble pour se faufiler à force de conformisme et d'entregent, relèveraient la tête ; la voie serait de nouveau pavée pour un « thermidor » sanglant, en entendant par là une coup d'Etat contre-révolutionnaire à l'intérieur du camp révolutionnaire lui-même, puis pour une contre-révolution « carrée » et potentiellement exterminatrice. N'oublions pas que le gentil et policé Macron trouve des vertus à l'ex-maréchal Pétain, condamné en 1945 à l'indignité nationale, et qu'il a remercié publiquement Versailles d'avoir jadis « sauvé la République ». Ben voyons ! N'oublions donc jamais la *Semaine Sanglante*, où les versaillais de Thiers massacrèrent sans jugement plus de prolétaires en huit jours que toute la « Terreur » ne condamna à mort de contre-révolutionnaires durant toute la Révolution... *alors que la France était déchirée par les insurrections royalistes et envahie sur toutes ses frontières et qu'il fallait manifestement mettre hors d'état de nuire ce que l'on nommera par la suite la « Cinquième Colonne »*. N'oublions pas les flots de sang versés au Chili parce que la classe ouvrière n'avait pas été mise à temps en position de s'armer contre le putsch fomenté par Pinochet et commandité par Kissinger et par la « démocratie chrétienne ». N'oublions pas non plus le million de paysans communistes indonésiens lynchés par les sbires de Suharto sous les vivats indécents des USA ! Et gardons en mémoire, à plus petite échelle, et alors qu'il ne s'agit pour l'instant pour Macron l'Eborgneur que d'empêcher le rétablissement de l'impôt sur la fortune exigé par les Gilets jaunes, les yeux crevés par les flash-balls, les mains arrachées par les grenades explosives et les milliers d'arrestations préventives (parfois pour détention d'un masque de peintre ou d'un couteau suisse !) provoqués par les forces de l'« ordre » à l'occasion des manifs de décembre 2018/janvier 2019 en France...

11 - De plus en plus fascisante et germano-centrée, la « construction européenne » et atlantique est porteuse des pires violences contre le(s) peuple(s)...

Il suffit du reste de resituer la France dans le contexte européen pour saisir combien l'idée d'une marche *par principe* exclusivement pacifique au socialisme est une vue de l'esprit pour notre pays. En Europe de l'Est, on en est partout à interdire ou à « délégaliser » les partis communistes (Pologne, Hongrie, Ukraine, pays baltes, Roumanie, ex-Yougoslavie) pendant que des forces d'extrême droite, ultra-cléricales (Varsovie), pro-hitlériennes (Kiev, Riga, Vilnius, Vienne), néo-mussoliniennes (Rome) fondent sur les capitales européennes avec la parfaite collusion de la très dictatoriale UE, laquelle n'a d'ennemi que les communistes, qu'elle s'efforce de criminaliser, que les forces anti-Maastricht conséquentes, qu'elle diabolise en permanence, que les syndicalistes de classe, interdits de grève en Grèce sur injonction de Berlin/Bruxelles... Si compréhensible et sympathique que soit la revendication par les GJ du « RIC », comment ne pas observer que dans toute l'Europe, et la France est encore pire de ce point de vue, le résultat des référendums (celui de 2005, mais aussi les référendums locaux de Corse, d'Alsace, de la Réunion et de Loire atlantique ont tous été foulés aux pieds : avis à ceux qui voient une panacée démocratique dans le « RIC ») est systématiquement contourné quand il déplaît à l'oligarchie ?

12 – Guerre idéologique, idéologie de guerre...

Enfin, s'agissant de l'argument pseudo-gramskien de « la lutte des idées l'emportant sur l'affrontement physique », non seulement il est absurde en général, car « la classe qui détient les moyens de production matériels détient du

même coup les moyens de production spirituels » (Marx-Engels, *L'idéologie allemande*), mais il est encore plus aberrant à notre époque d'hyper-concentration des moyens de communication par la grande bourgeoisie secondée par ces privilégiés de second rang que Lénine appelait « les classes bavardes » et que Nikos Poulantzas nommait les « classes régnantes » en raison de leur domination apparente sur l'ordre symbolique. Il n'est que de voir comment en France des firmes liées de près à l'armement, ou à la juteuse reconstruction de pays brisés par la guerre, les Empires capitalistes des Bolloré, Vinci, Bouygues, Lagardère, se dotent toutes de pieuvres médiatiques pour accorder leurs projets capitalistes à leur défense géopolitique des intérêts impériaux « français », européens ou atlantiques...

13 - Dialectique de la voie pacifique et de la voie armée.

Ces considérations signifient-elles qu'au final, la contre-violence révolutionnaire sera la seule issue réaliste possible pour ceux qui veulent changer la société en France, et plus encore dans des pays où les traditions politiques sont plus saignantes encore que dans notre pays ? La réponse ne saurait être grossièrement binaire et dogmatique : « ça dépend », comme aimait à dire Marx en français dans le texte. Il faut enfin sortir du schisme idéologique ravageur qui, au cours des années 60/70, a écartelé le Mouvement communiste international, le camp socialiste et le Front anti-impérialiste mondial en dressant la Chine maoïste, exaltant la voie armée au socialisme et l'« encerclement des villes par les campagnes », à l'URSS poststalinienne de Khrouchtchev, idéalisant la coexistence pacifique Est-Ouest et les voies pacifiques, voire parlementaires, au socialisme.

13.1 - Echec du maoïsme, sinon de la Chine populaire :

Sous sa forme exacerbée, malgré les avancées historiques *et démocratiques* de 1949 (proclamation de la République populaire par Mao Zedong), le maoïsme aura globalement échoué au regard de ses propres critères politiques : il prétendait affronter partout l'impérialisme, susciter « cent Vietnam », « empêcher la Chine de changer de couleur » et barrer la route aux « Khrouchtchev chinois » tentés par la restauration capitaliste ; or, malgré (ou à cause de ?) la fièvre irraisonnée et destructive de la prétendue « Révolution culturelle » et de l'immense attracteur négatif qu'elle aura été aux yeux de la majorité des Chinois, le maoïsme exacerbé aura provoqué *in fine* un terrible retour de balancier droitier. Celui-ci a favorisé l'émergence de dirigeants « pragmatiques » qui ont inséré la Chine dans la mondialisation néolibérale. Leur précurseurs, comme Zhou Enlai notamment, ont militairement combattu l'URSS et le Vietnam socialiste (en soutenant Pol Pot !) et se sont même scandaleusement rapproché de Nixon et des pires pouvoirs de la planète (Chili de Pinochet, Afrique du Sud raciste) pour isoler l'ennemi principal soviétique. Leurs successeurs ont ensuite laissé se développer en Chine une classe de milliardaires qui, bien évidemment, finira tôt ou tard par réclamer la restauration complète de la propriété capitaliste. Ne noircissons pas pour autant le tableau, car la direction chinoise n'a pas liquidé la propriété d'Etat des entreprises stratégiques, elle a fait front contre l'impérialisme américain et tenté de développer un marché intérieur favorable à l'augmentation des rémunérations ouvrières et paysannes.

13.2 - L'U.R.S.S., du révisionnisme khrouchtchévien au gorbatchévisme liquidateur.

A l'inverse, la ligne khrouchtchévienne issue du 20^{ème} congrès du PCUS, et pire encore, la ligne capitulaire personnifiée par Gorbatchev ont unilatéralement désarmé *idéologiquement* l'URSS et le camp socialiste ; en particulier, la plate exaltation d'une coexistence pacifique Est-Ouest de plus en plus délestée de sa dimension anti-impérialiste (Gorbatchev ira jusqu'à parler sottement d'« unité de la civilisation » avant de recevoir un solide coup de pied au derrière administré par Eltsine et par ses commanditaires de la Maison Blanche) n'aura pas peu contribué à livrer la Russie et l'ex-camp socialiste aux revanchards de l'impérialisme allemand et de l'OTAN. Finalement, le « Gorby » qui prônait la paix à tout prix et le désarmement unilatéral de l'URSS, fût-ce au détriment du socialisme et des « intérêts de classe du prolétariat », a disloqué sa patrie et favorisé l'extension sans précédent de l'OTAN qui prépare à l'heure actuelle une guerre potentiellement exterminatrice contre la Russie : pas plus que l'Anglais Chamberlain et que le Français Daladier n'« apaisèrent » Hitler en signant les Accords de Munich (1938), Gorbatchev, Modrow, Eltsine et tous les dirigeants sociaux-démocrates et « eurocommunistes » d'Europe occidentale qui les applaudissaient alors à tout rompre³⁹ n'ont « apaisé » les impérialistes allemands, désormais maîtres de l'Europe, ou les impérialistes yankees dont le chef de file à demi insensé, Donald Trump, ne rêve que plaies et bosses en Russie, en Corée du Nord, en Iran ou en Mer de Chine... Ces capitulards ont au contraire excité la volonté de puissance du camp capitaliste-impérialiste au point que l'Allemagne « unifiée » en est aujourd'hui, en toute indécence historique, à

³⁹ En août 91, en pleine contre-révolution russe, alors qu'Eltsine interdisait le PCUS, *l'Humanité* parlait encore de « bouleversements démocratiques à l'est » et titrait indécemment « PCF, PCUS, le jour et la nuit » !

lorgner sur le siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, et que le premier ministre nippon Shinzo Abé présente comme des héros nationaux les généraux criminels qui ravagèrent la Chine et la Corée avant 1945...

14 - Distinguer et articuler dialectiquement la question de la dictature du prolétariat et celle des formes de la révolution socialiste.

Il s'agit alors pour les véritables communistes de reprendre pied théoriquement et pratiquement. Pour ce faire, il faut à la fois s'affranchir de la problématique faussée qui vit s'affronter le gauchisme maoïste au révisionnisme khrouchtchévien, l'opportunisme de gauche des premiers n'équilibrant pas mais stimulant au contraire le révisionnisme droitier des seconds (et vice-versa), et revenir à quelques principes élémentaires du marxisme et du léninisme. Souvenons-nous d'abord que, même si ces deux questions sont liées entre elles, la question de la dictature du prolétariat et celle de la révolution armée ne sont pas identiques, quoi qu'aient pu laisser croire à ce sujet les frères-ennemis du maoïsme et de l'opportunisme de droite qui, tantôt justifiaient le monopole de la lutte armée par la nécessité de la dictature du prolétariat (DDP), tantôt conseillaient d'abandonner l'objectif de la DDP au nom de la « voie démocratique au socialisme ». En réalité, quelles que soient les formes, armées ou non, de la lutte révolutionnaire, la dictature du prolétariat restera un objectif incontournable de la révolution socialiste car il sera impossible, sans destruction de l'appareil de la domination étatique bourgeoise, sans construction d'un nouvel appareil d'Etat issu des masses en lutte, sans démocratie populaire large et sans répression des menées fascistes et contre-révolutionnaires, d'entreprendre sérieusement la transition historique de plus en plus urgente et vitale du capitalisme au socialisme-communisme. **La question de la DDP n'est pas celle en effet des formes politiques et institutionnelles de l'Etat socialiste, elle est celle du contenu de classe de cet Etat nouveau**, qui ne survivra pas s'il n'est pas porté par une intense démocratisation de la vie politique des masses laborieuses et si, du même mouvement, il n'impose pas ce que Marx appelait des « mesures despotiques » contre l'oligarchie, à commencer par l' « expropriation des expropriateurs », cœur de la révolution socialiste.

Quant aux formes d'accession au pouvoir d'Etat, on ne peut en général en dire que deux choses totalement assurées dans la mesure où elles résultent de la nature des rapports de classes :

a) Bien entendu, pour autant que tout cela ne dépendra que d'eux seuls, **le prolétariat révolutionnaire et le mouvement populaire en général choisiront toujours les formes les moins sanglantes de conquête et de consolidation du nouveau pouvoir**. Souvenons-nous que la révolution démocratique bourgeoise française n'est vraiment devenue violente, à son corps défendant, que lorsqu'il fut établi que la Cour et que les monarques d'Europe voulaient écraser la Révolution dans le sang (*Manifeste de Brunswick*), de même que l'insurrection bolchevique du 7 novembre 1917 n'a pratiquement pas fait couler le sang, les ministres de Kerenski étant même relâchés sur parole quand ils eurent promis (mensongèrement) de ne pas interférer avec la suite des événements. Plus large sera le rassemblement sociopolitique et culturel réalisé autour du monde du travail et de la classe ouvrière en lutte, plus isolé socialement sera le bloc capitaliste centré sur l'oligarchie financière, et moins coûteuse en vies humaines et en destructions économiques sera la transition révolutionnaire du capitalisme au socialisme. C'est pourquoi, sans fléchir une seconde sur la nature de classe du futur pouvoir socialiste, les militants franchement communistes du PRCF appellent à construire un large Front antifasciste, patriotique, populaire et écologiste qui rassemblera la majorité du peuple français sur un projet d'indépendance nationale, de coopération internationale, de progrès social et de transition environnementale, qui placera le camp du capital sur la défensive et qui permettra à tous les citoyens honnêtes de voir clairement qui veut le progrès du pays jusqu'à pousser la démocratie jusqu'au socialisme, et qui veut au contraire, fût-ce au prix du sang des travailleurs, sauver à tout prix le capitalisme quitte à liquider l'indépendance française et l'ensemble des acquis de civilisation de notre pays. Ainsi la lutte pour le socialisme sera-t-elle « armée », au sens où l'on bande un arc, par le plus large rassemblement possible autour de la classe travailleuse et par le plus grand isolement possible des secteurs oligarchiques et privilégiés.

b) Pour autant, l'usage de la violence armée dépend avant tout du rapport des forces entre classes sociales – par nature mouvant et fluctuant – et des moyens politiques et militaires que pourra utiliser ou pas le camp réactionnaire, que ce soit à l'échelle hexagonale ou à l'échelle européenne et transcontinentale. Apeuré par les fréquents soubresauts de la lutte des classes en France (blocages d'entreprise de la lutte anti-El Khomri, blocage de la SNCF, éruptions estudiantines et lycéennes, pré-insurrection spontanée des Gilets jaunes...), gardant en mémoire (bien plus hélas, que le monde du travail !) les « horreurs » de 1789, de l'An II (1793), des *Trois Glorieuses*, de février et de juin 1848, de la Commune, de la grève cheminote dure de 1920, des occupations d'usine de 1936, des FTP devenus FFI et libérant seuls Paris de la botte allemande, des neuf millions de grévistes de Mai-juin 68, du Non de classe retentissant du 29 mai 2005 à la constitution européenne, de l'insurrection des jeunes contre le CPE, et se souvenant mieux que les

prolétaires du mot de Marx qualifiant la France de « *pays classique des luttes de classes menées jusqu'au bout* », l'oligarchie française aidée par tout l'arc bourgeois (de Dupont-Aignan au PS vallsiste en passant par Macron-Benalla) renforce son arsenal répressif et judiciaire. Pire encore, elle se dit que la meilleure assurance contre le mouvement populaire, c'est de dissoudre définitivement cet incorrigible pays frondeur dans l'Europe allemande, dans une UE verrouillée par « l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée » (Maastricht, 1992) sanctuarisés par une armée européenne arrimée à l'OTAN, qui, le moment venu, « fera le ménage » en France si un nouveau 68, où si une vaste alliance orientée vers le Frexit progressiste venait à triompher. Car la grande bourgeoisie, elle, ne fétichise les élections et les référendums que lorsqu'ils lui sont favorables ; si tel n'est pas le cas, elle les balaie d'une pichenette : souvenons-nous du fait que la « 5^{ème} République » est née du soulèvement de l'armée coloniale d'Algérie, que le Non de 2005 a été grossièrement violé par les députés sarkozystes et « socialistes », que le pouvoir actuel dispose de 80% des députés alors que 56% des Français ont boudé les urnes au second tour des législatives après n'avoir accordé à Macron que 18% des électeurs inscrits au premier tour de la présidentielle (le second n'étant remporté haut la main par ledit personnage que parce que les médias, aidés par la fausse gauche, a rabattu sur Macron mensongèrement présenté comme un rempart au fascisme lepéniste)...

15 - Tenir compte de tous les cas de figure en matière de conquête du pouvoir.

Il serait donc irresponsable que la direction révolutionnaire à venir ne tînt pas compte de ces données incontournables et qu'elle continue de bêler qu'en France, la révolution sera nécessairement pacifique. Il s'agit d'ailleurs moins de prédire l'avenir que d'analyser impartialement le « moment actuel » : oui ou non, la violence des CRS contre les Gilets jaunes sur les ronds-points, la répression patronale contre les syndicalistes de classe dans les entreprises ou les humiliations policières infligées aux lycéens en lutte, sans parler des projets liberticides contre le droit de manifester, sont-elles en hausse constante avec à l'arrière-plan, les appels à tirer dans le tas de « philosophes » à la Luc Ferry et les exhortations à la chasse aux sorcières des plumitifs du *Point* ? Oui ou non les GJ eux-mêmes, qui au départ ne protestaient que contre une taxe, n'en sont-ils pas à ressortir, non sans à propos historique, les images de la Révolution française, à rendre son sens insurrectionnel au refrain de la Marseillaise, à se doter de services d'ordre actifs, à prôner la démission de Macron, à affronter les « forces de l'ordre » sur les Champs-Élysées, à rêver de démocratie directe restituant au peuple sa souveraineté effective avec pour finalité la justice sociale et l'égalité ? Alors que désormais, les cortèges syndicaux les plus encadrés sont « nassés », coupés par la police montée, confinés dangereusement en surplomb de ports ou de canaux parisiens, la question ne se pose-t-elle pas d'organiser démocratiquement l'autoprotection des manifestants ou, s'agissant des grévistes des entreprises ou des étudiants en lutte, de mettre en place de piquets faisant respecter les décisions majoritaires des AG de lutte ? Quand les militants Ch'tis de la FNARC (précurseur du PRCF) ont lancé en 2003, lors des grandes luttes pour les retraites, le slogan de masse « **C'est pas au patronat de faire la loi, la vraie démocratie elle est ici !** », - slogan qui a fait depuis le tour de France des manifs, que disaient-ils sinon que la « démocratie bourgeoise », de plus en plus oligarchique et de moins en moins démocratique, même sur un plan purement formel, révèle de plus en plus sa nature mensongère, policière et fascisante, alors que **la source de toute légitimité est bel et bien dans le peuple en mouvement, dont le centre est et reste le monde du travail, comme le rappelait sans ambages le programme du CNR** ? Dire cela, ce n'est autre chose au fond que, rappeler, sur des bases matérialistes et prolétariennes, ce que disait déjà Rousseau dans *Du contrat social* quand il établissait que, le peuple étant seul souverain et toute autorité politique ne tirant sa légitimité que de lui, *aucune élection ne fait loi pour le peuple* (le contrat social l'emporte en toute circonstance sur le « pacte de soumission » aux gouvernants, résultât-il d'élections) car **l'élection subordonne l'élu au peuple et non l'inverse**⁴⁰. Comme nous fûmes les premiers à l'écrire dès le soir de mai 2007 où le dangereux Sarkozy fut porté à la présidence pour désosser le modèle social issu du CNR, limer le droit de grève et aggraver l'euro-dépendance de la France, vaut toujours universellement cette phrase inspirée de Robespierre qui illumine le Préambule de la première Constitution républicaine française,

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour toute portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Nous attendons, ce qui ne saurait tarder, qu'un ministre macroniste, pourquoi pas Mme Marlène Schiappa, toujours si inventive en matière de flicage « citoyen », demande que cette phrase historique inspirée du « totalitaire » Robespierre et qui résume lumineusement le message de la Révolution française à l'adresse de tous les peuples, soit enfin criminalisée comme un appel au « terrorisme ». Allez Messieurs-Dames de l'oligarchie « libérale » et

⁴⁰ Cf l'article de conclusion écrit par G. Gastaud dans *Rousseau's Studies*, décembre 2019, [La philosophie politique de Rousseau au cœur des luttes révolutionnaires actuelles](#).

« antitotalitaire », encore un mouvement pour révéler pleinement votre nature de classe antidémocratique, anti-plébéienne et pour tout dire, antinationale et... « totalitaire » en pratique, sinon en paroles !

Conclusion – Se réapproprier l’approche léniniste de la révolution socialiste.

Au demeurant, ce n’est pas Voltaire ou Rousseau, mais les Gavroche et autre Marianne, tantôt coiffés du bonnet phrygien, tantôt revêtus du gilet jaune, mais toujours potentiellement porteurs des deux drapeaux historiques issus de la Révolution française (le tricolore et le rouge), qui dressent les barricades des insurrections authentiquement plébéiennes et républicaines. Et ce qui instruira le plus le peuple français en souffrance des nécessités inexorables du combat pour sa survie comme nation libre et souveraine, c’est la brutalité croissante de ce pouvoir impitoyable des financiers que figure jusqu’à la caricature l’incroyable arrogance de caste d’un Sarkozy ou d’un Macron. Pas seulement par la violence policière déchaînée et par l’encadrement tatillon et obsédant presque ridicule du PAV (le nouveau Paysage audiovisuel versaillais), mais par l’incroyable déluge de mauvais coups contre les salaires, les retraites, l’école, la santé, le logement social, les statuts, le Code du travail, les remboursements médicaux, le logement social, les services publics, l’industrie nationale, l’agriculture paysanne, l’indemnisation des travailleurs privés d’emploi, que fait pleuvoir sur notre peuple ce gouvernement inféodé à l’UE maastrichtienne : là est le fond incroyablement violent d’une **guerre de classes contre les pauvres** revendiqué cyniquement par le milliardaire américain Warren Buffett à l’échelle mondiale et par feu l’ « historien » Jacques Marseille en France, dont la matraque, les flash-ball, l’état d’urgence permanent et les blindés paradant sur les Champs-Élysées ne sont que la partie émergée, avec en couverture et en ligne de fuite permanente le « rassemblement national » et les « identitaires » en embuscade.

C’est pourquoi il faut – simple hygiène militante – que ceux qui dans ce pays se réclament du communisme, de l’insoumission, de la souveraineté populaire et nationale, du syndicalisme de lutte, fassent rapidement – car le temps des confrontations décisives arrive ! – **l’autocritique sincère des choix opportunistes désarmants qui ont durablement affaibli le camp du progrès social en France**, le pire étant que ces régressions idéologiques furent portées, dans les années 1970, par ceux-là même que le peuple français considérait jusqu’alors à raison comme son avant-garde historique : les dirigeants du PCF cédant piteusement à la pression anti-léniniste et antisoviétique conjuguée de Mitterrand et de l’euro-opportunisme transalpin. D’urgence, il faut réapprendre, non pas à « choisir » abstraitement entre voie armée et voie pacifique, comme si tout ne dépendait que de nous (*idéologie, volontarisme*) ou comme si la réalité se présentait de manière pauvrement binaire et « métaphysique », mais à *dialectiser les aspects, les moments, les dimensions armées et non armées (au moins virtuellement) de tout processus révolutionnaire sans jamais perdre de vue ni les buts finaux de l’action militante, ni les caractéristiques évolutives du rapport des forces*. D’urgence, il convient aussi que ceux qui, en France, se réclament du léninisme, de l’Internationale communiste⁴¹ et du grand PCF de 1936 et de la Résistance, cessent de flirter avec les idées désarmantes de la mutation et de la semi-mutation : il faut être « carré » sur les « quatre sorties » (de l’euro, de l’UE-OTAN et du capitalisme), sur la révolution socialiste, sur le centralisme démocratique indispensable à un parti de combat, sur la centralité sociopolitique de la classe ouvrière et sur l’incontournable dictature du prolétariat car la parole évangélique s’adressant aux apôtres « *si le sel perd sa sature, qui la lui rendra ?* » s’applique aujourd’hui ironiquement aux communistes de France et du monde, dont un grand nombre a été terriblement « décaféiné » par des dizaines d’années d’opportunisme et de contre-révolution triomphants. Sur tous ces sujets, pour tenir le cap sans jamais tomber dans une ligne sectaire et dogmatique isolant la classe ouvrière, on peut compter sur les militants franchement communistes, 100% anti-UE et 200% antifascistes du PRCF.

Et, plus important encore, il faut ancrer ce nouveau défi léniniste dans les résistances pratiques de notre peuple à la casse sociale, à l’euro-dissolution nationale, à la libéral-fascisation galopante de la France et de l’UE du capital, avec le souci constant de la reconstruction d’un parti communiste de combat dans notre pays.

Livres récents de G. Gastaud

⁴¹ ...de son premier à son ultime congrès, le 7^{ème} en date de 1935 qui, sous l’impulsion de Dimitrov et de Thorez, « cadra politiquement » les Fronts populaire et la future coalition antifasciste mondiale !

Sagesse de la révolution, Temps des cerises, 2011 ; Patriotisme et internationalisme, éditions du CISC, 2011 ; Marxisme et universalisme, Delga, 2015 ; Lumières communes, traité de philosophie générale à la lumière du matérialisme dialectique (5 tomes, Delga 2016, tome 5 paru en 2018 sous l'intitulé Fin(s) de l'histoire, réédition en cours). Le nouveau défi léniniste, Delga, 2017.

Articles récents de G. Gastaud

La philosophie politique de Rousseau au cœur de nos luttes révolutionnaires, *Rousseau's Studies*, 2018, Genève ; Les marxistes doivent cultiver leur Chardin (enjeux actuels d'une lecture matérialiste de Teilhard de Chardin), *Étincelles*, décembre 2018.

Traité germano-français d'Aix-la-Chapelle, Lettre d'E. Macron aux citoyens d'Europe, réponse cinglante de la future chancelière allemande au président français... ; ... ou comment l'impérialisme allemand humilie ouvertement son petit collaborateur élyséen. Pour rendre sa souveraineté au peuple français, construire des relations fraternelles entre peuples allemand et français et rouvrir la route du progrès social, de la démocratie et de la paix en Europe...

... la France doit sortir de l'euro, de l'UE et de l'OTAN **par la voie progressiste et révolutionnaire.**

Par **Georges Gastaud**, philosophe, auteur de *Marxisme et universalisme* (Delga),

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris VII Denis Diderot,

Fadi Kassem, professeur agrégé d'histoire, tous militants du *Pôle de Renaissance Communiste en France*

Sitôt promu lauréat du *Prix Charlemagne* à Aix-la-Chapelle, le chef de l'Etat français a signé, sans le moindre débat public préparatoire, un nouveau **Traité franco-allemand qui vise moins, selon ses propres termes, à renforcer l'amitié entre les deux peuples qu'à précipiter l'intégration franco-allemande**. Cet effarant « traité » transformant la France en zone « frontalière » de l'Allemagne, dont la germaniste Yvonne Bollmann vient de décrire les minutieux préparatifs allemands, unilatéraux, depuis 2016 (1), crée notamment une Chambre franco-allemande des députés qui est notamment chargée de « faire converger » les deux pays sur tous les terrains, économique, culturel et institutionnel. Dans les conditions du criant déséquilibre actuel entre Allemagne et France, ce traité signifie surtout **l'accélération brutale de l'alignement français sur l'« ordo-libéralisme » à l'honneur outre-Rhin**. Sous couvert d'intégration européenne et de rapprochement franco-allemand, la signature du traité annonce un **puissant coup d'accélérateur aux contre-réformes qu'avait déjà préparé la phrase effarante prononcée par E. Macron au Conseil européen de Bruxelles (23 mars 2018) « Les réformes entreprises en France sont ce que nombre de nos partenaires, et en particulier l'Allemagne, attendaient depuis de nombreuses années, et à juste titre »**. Cela se traduit ainsi...

- **sur le terrain social** : par la privatisation d'EDF, de la SNCF, des aéroports, casse des retraites par répartition, des statuts publics et du Code du travail issus la Résistance ;

- **sur le plan institutionnel** : par la désarticulation de la République une, laïque et indivisible, et aussi par la résorption des 36 000 communes de France au profit des « métropoles » et de la régionalisation à l'allemande ;

- **sur le plan militaire** : par la construction d'une armée dite européenne alors que le budget militaire allemand augmente à toute vitesse...

- **sur le plan culturel** : par l'accélération de la casse de l'histoire, révisée sur le modèle idyllique du « Manuel d'histoire commun franco-allemand », caricature de propagande. Ce n'est toutefois pas l'allemand qui est promu par les deux oligarchies complices de Berlin et de Paris, et encore moins le français si malmené sur notre sol, mais le *tout-globish* du Traité transatlantique que relance actuellement le gouvernement Merkel (2).

Tout cela a été facilité et sournoisement précédé par la récente fusion des deux départements alsaciens, en violation du référendum portant sur cette question, pour former une « collectivité unique » qui s'est immédiatement proclamée tournée vers l'Axe rhénan. En remerciement de quoi la dauphine désignée de Mme Merkel et future chancelière, Annegret Kramp-Karrenbauer, dite AKK, vient d'exiger le transfert définitif du Parlement de Strasbourg à Bruxelles...

Le retour de l'« Ordre nouveau » allemand

En réalité, sous le masque défraîchi du « couple franco-allemand », dont le centre de gravité s'est définitivement décalé vers Berlin depuis l'annexion-Anschluss de la RDA (3), le démantèlement de l'URSS, la partition « démocratique » de la Tchécoslovaquie et le partage impérialiste violent de l'ex-Yougoslavie, **le « partenariat » franco-allemand dissimule de moins en moins le phagocytage rapide de la France par son puissant voisin. Une servitude volontaire** qu'ont formidablement renforcée la liquidation du camp socialiste européen, l'accélération de la « construction » euro-atlantique supranationale et la mise en place de l'euro, notoire prolongement, prévu depuis les années 1940, du *deutsche Mark*, et centré sur les besoins de la grande industrie allemande. Qui peut nier désormais que chaque étape de ladite « construction » européenne a été marquée depuis l'ère Schuman-Monnet de la *Communauté européenne du charbon et de l'acier* par un affaissement, voire par un effondrement du *produire en France* industriel et agricole, par la privatisation massive du secteur et des services publics à la française, par l'austérité sans fin imposée aux travailleurs de France, d'Allemagne et du reste de l'Europe, par l'humiliante oppression subie par les pays de l'Est et du Sud européens tuteurés par la Troïka ou par ses succédanés.

Sans parler de l'accélération permanente de la course aux armements dans le cadre d'une future confrontation militaire avec le peuple russe qui, même placée sous la tutelle provocante de l'impérialisme étatsunien, prend de plus en plus des allures de revanche sur Stalingrad. On est loin de l'hommage rendu par le Général De Gaulle, en visite à Moscou en juin 1966, à « *cette grande Russie, que j'avais vue pendant le drame de la guerre, tendue dans l'effort guerrier qui devait assurer sa victoire [contre le Reich nazi], et pour une très large part, celle de la France et de nos Alliés* ». Il l'avait dit clairement à Paris le 2 décembre 1944 : « *Les Français savent ce qu'a fait pour eux la Russie soviétique et ils savent que c'est elle qui a joué le rôle principal dans leur libération* ». Juste avant d'aller conclure à Moscou « *la belle et bonne alliance* » franco-soviétique visant à empêcher dans l'avenir l'Allemagne de menacer à nouveau la paix de l'Europe et du monde.

La décomposition germano-atlantique de l'impérialisme français éclate à l'inverse dans la Lettre ouverte que M. Macron, qui se voit peut-être déjà en premier président de l'Empire européen (alias « Europe fédérale »), a adressée aux citoyens européens en court-circuitant le peuple et les députés français. A peine cette lettre condescendante et arrogante – conformément au discours jupitérien qui ridiculise notre pays à l'extérieur – était-elle parue qu'AKK a diffusé sa propre réponse traduite en plusieurs langues européennes : évidemment, elle renchérit sur la nécessité de l'intégration européenne, attendu que la construction de cet *Empire* (le mot est désormais froidement assumé par Bruno Le Maire (4)) serait hautement profitable à la « République de Berlin » qui la domine politiquement et économiquement de la tête et des épaules. Et cela est déjà en soi une fort mauvaise nouvelle pour tous ceux qui constatent que **le retour en force du capitalisme allemand sur la scène géopolitique s'accompagne, dans toute l'Europe :**

1°) d'une **banalisation-réhabilitation des extrêmes droites et des néonazis** (à Kiev, dans les *Etats baltes*, à Budapest, sans oublier Vienne et le Bundestag où siègent désormais quatre-vingt-dix députés racistes),

2°) d'une **criminalisation galopante des partis communistes** comme en Ukraine et en Pologne,

3°) d'une **répression accrue du mouvement ouvrier et démocratique** : symbole de la fausse gauche, Alexis Tsipras a soutenu le projet de l'UE d'interdire pratiquement la grève en Grèce ; en France la répression des Gilets jaunes bat de sanglants records).

Macron, nouvel avatar de la grande bourgeoisie collaboratrice

La servilité de Macron à l'égard de Merkel, comme à l'égard de son autre grand suzerain méprisant, Donald Trump, a, selon la tradition, été fort mal récompensée par le maître allemand. Comme ce fut déjà le cas dans l'entre-deux-guerres puis en 1940, où l'oligarchie française, préférant Hitler à la République et au Front populaire, avait fait clairement le *choix de la défaite* – de même qu'Adolphe Thiers avait préféré la défaite et les négociations avec Bismarck à la résistance nationale populaire incarnée par les Communards en 1870-1871) --, **chaque courbette supplémentaire de la grande bourgeoisie hexagonale déclenche une cascade de nouvelles humiliations**. Ainsi, la lettre aux Européens d'AKK ne se contente-t-elle pas d'opposer une sèche fin de non-recevoir au locataire de l'Élysée sur la plupart de ses revendications **européennes** : pas de mutualisation des « dettes souveraines », pas de politique de relance européenne, pas de partage réel de la gouvernance de la zone euromark, pas d'amendement des traités, pas d'europanisation de la protection sociale et du salaire minimal... La probable future chancelière renchérit : elle exige de transformer le siège français au conseil de sécurité de l'ONU en siège pour l'UE ; elle réclame en prime un « porte-avion européen », excellente couverture pour les retrouvailles officielles de l'impérialisme allemand avec l'affichage d'une posture militaire géopolitiquement offensive. Bref, c'est toujours la même alternative piégée : quand l'impérialisme allemand ne peut avancer trop ouvertement sous son nom, il joue au « meilleur élève européen » (selon l'excellente formule de l'historien Pierre Guillen) et réclame « plus d'Europe ». Quand il peut, de plus en plus ouvertement et fréquemment, se passer de l'avis des vingt-cinq autres pays en général, et de celui de son vassal français en particulier, il affiche cyniquement sa volonté d'avancer seul et célèbre les vertus de l'Etat-nation : « *Le fonctionnement des institutions européennes ne peut revendiquer aucune supériorité morale par rapport à la coopération entre les gouvernements nationaux. Refonder l'Europe ne se fera pas sans les Etats-nations* », affirme AKK. Berlin ne vilipende ainsi que le « nationalisme » des autres Etats, quand il s'agit de briser leurs résistances à l'hégémonisme allemand....

Malgré toutes les humiliations subies et aussitôt ravalées, les gouvernements maastrichtiens qui se succèdent en France ne cessent de ramper (et comment n'en irait-il pas de même avec le RN au pouvoir, ce parti créé par des admirateurs proclamés de Vichy !). Craignant leur propre peuple jugé incurablement frondeur, ils n'ont cessé historiquement de se soumettre au grand protecteur germanique depuis que les **Emigrés de Coblenze** ont compté sur « l'Europe » aristocratique pour anéantir la Révolution française et rétablir leurs privilèges. A partir des années 1970, avec une énergie renforcée par la haine des grévistes de mai-juin 1968, la grande bourgeoisie représentée par Giscard, puis par Mitterrand, a froidement sacrifié sa grande industrie (mines, sidérurgie, métallurgie...). C'était un des moyens de se débarrasser de la remuante classe ouvrière française qui avait fait 1936, fourni avec les FTP la majorité des effectifs de la Résistance intérieure, décisive dans la libération du pays, et animé tous les combats populaires depuis lors, Mai 1968 compris. **Bien évidemment, le soulèvement calomnié et durement réprimé des Gilets jaunes ne peut qu'encourager les oligarques « français » à rallier à 100% le *Modell Deutschland* qu'ils admirent tant**. Quel « modèle » en effet que l'« Agenda » Schröder-Hartz avalisé depuis les années 2000 par les syndicats de collaboration de classes et par la social-démocratie : cet « *enfer du miracle allemand* » (5) a enterré, dans des conditions de violence anti-salariés inédite depuis les années 1933-1945, les acquis ouvriers des années où la RFA capitaliste était tenue en respect par la concurrence sociale de la RDA socialiste.

Pour une France franchement insoumise : *FREXIT* *PROGRESSISTE !*

Plus que jamais, cela signifie une **marche accélérée à la liquidation de la France** en tant qu'Etat souverain et indépendant, doté d'une industrie, d'une agriculture exportatrice (la lettre d'AKK est menaçante à l'égard de l'ainsi-dite *Politique agricole commune*), d'une structure administrative héritée de 1789, d'une langue internationalement partagée, sans parler des grands acquis laïques de 1905 et des conquêtes ouvrières du Front

populaire et de la Résistance. Qu'importe aux oligarques « français » cette mort programmée de la France! Qu'importe aussi à la fausse gauche, à l'extrême gauche bobo et aux états-majors syndicaux euro-formatés qui refusent d'affronter l'UE et qui répandent le mensonge éculé de l'« *Europe sociale, démocratique et pacifique* ». Une UE sous condominium de Bruxelles, de Berlin, de Washington et de l'OTAN, qui ne promet plus que des *contre-réformes*, qui promeut le « *dialogue institutionnel avec les Eglises* », qui coopère sans pudeur avec des gouvernements nationaux fascisants et qui prépare la guerre antirusse dans le cadre d'une armée européenne arrimée à l'OTAN...

Raison de plus pour les militants franchement communistes et franchement progressistes de France, mais aussi pour tous les véritables patriotes antifascistes, de **dénoncer sans complexe l'écrasante et arrogante Europe allemande**, comme le firent successivement Jacques Ducloux et Georges Marchais. Raison de plus pour tendre une main fraternelle aux communistes et aux progressistes allemands, pour défendre l'enseignement de l'allemand et des autres langues dans notre pays, pour promouvoir l'Europe des luttes. Et surtout, pour **réclamer sans circonlocution que la France sorte de l'euro, cette austérité continentale faite monnaie, de l'UE, cette prison des peuples, de l'OTAN, cette machine à attirer la guerre sur le sol européen, dans la perspective de sortir du capitalisme et de construire le socialisme dans notre pays**. Haut et fort, il nous faut aujourd'hui associer de nouveau le drapeau tricolore au drapeau rouge, la *Marseillaise* à l'*Internationale* et reprendre le mot d'ordre central du programme *Les jours heureux* bâti par le CNR, qui y appelait à « *mettre le monde du travail au centre de la vie nationale* » en faisant de la classe ouvrière et de ses luttes la championne de l'indépendance française. **A l'heure où l'oligarchie strangule notre pays, c'est la meilleure stratégie possible pour isoler le grand capital, forger le rassemblement populaire majoritaire et construire les conditions de masse de la révolution socialiste !**

(1) Y. Bollmann vient d'en décrire les minutieux préparatifs allemands, unilatéraux, depuis 2016, dans une « tribune libre », « Traité d'Aix-la-Chapelle: de quel droit ? », 12 mars 2019) et son lien (<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?auteur22>).

(2) Au point de déclencher la colère de l'ambassadeur de France auprès de l'UE, Philippe Dégli-Costa, en avril 2018 : <https://www.nouvelobs.com/politique/20180426.OBS5780/agace-par-le-tout-anglais-l-ambassadeur-francais-quitte-une-reunion-de-l-ue.html>

(3) L'ouvrage de Vladimiro Giacché, *Le Second Anschluss. L'annexion de la RDA (L'unification de l'Allemagne et l'avenir de l'Europe)*, Paris, Delga, 2015, mérite d'être connu des Français.

(4) Le 9 novembre 2018, le ministre de l'Economie a publié sur *Tweeter* : « *L'Europe doit s'affirmer comme un empire paisible dans les 25 années qui viennent* ». position réaffirmée dans la presse allemande. Voir les liens suivants : <https://twitter.com/BrunoLeMaire/status/1060812167182761984> et <https://www.handelsblatt.com/politik/international/europapolitik-frankreichs-finanzminister-macht-druck-auf-berlin-europa-muss-ein-empire-werden/23600498.html?ticket=ST-393268-SEgfVK9zivFfJhsWJNpI-ap2>

(5) Olivier Cyran, *Le Monde diplomatique*, 1^{er} septembre 2017, et bibliographie https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9formes_Hartz

.....

L'atlantisme, voilà l'ennemi !

... par Aymeric Monville, avril 2019 (paru sur www.initiative-communiste.fr)

Proposition liminaire pour penser l'impérialisme dans le moment actuel.



L'une des tâches majeures qui se pose au mouvement communiste international consiste à définir l'impérialisme ou plutôt les impérialismes dans le moment actuel. C'est cette démarche – léninienne par l'esprit – qu'il nous faut aujourd'hui fermement opposer à une lecture littérale et caricaturale de "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", hélas aujourd'hui trop courant dans la mouvance communiste, et consistant en la répétition hâtive de thèses qui ressortissent principalement au contexte de la Première Guerre mondiale mais non à notre époque. Le moment actuel diffère en effet de celui du premier conflit mondial en ce que nous sommes arrivés, de par la réalité, d'ailleurs bien vue par [Lénine](#), du développement inégal des impérialismes, à un point de la domination de l'impérialisme états-unien tel que celle-ci va de l'hégémonie militaire jusqu'à la capacité de contrôler la monnaie au plan mondial. Cette domination en fait la menace numéro un pour la cause des peuples.

Dès 1935, dans la démarche séminale qui fut celle du VIIe congrès de l'Internationale communiste, l'on sortait d'un certain schématisme pour prendre conscience de la nécessité d'une alliance antifasciste, c'est-à-dire la désignation d'une cible prioritaire et la fin du mot d'ordre du défaitisme tous azimuts. Certes, lesdites démocraties occidentales ne cessaient pas d'être considérées comme des impérialismes réels ou en puissance, mais l'on prenait conscience de la dangerosité primordiale du fascisme et de la nécessité d'un large front, comme en Espagne notamment. C'est cette démarche – maintenue par le Komintern jusqu'à sa dissolution en 1943, à l'exception de la période du Pacte de non-agression, imposé par la honteuse trahison de Munich – qui a permis la victoire de l'Union soviétique, puis de résister ensuite, pendant la guerre froide, aux impérialismes occidentaux, qui ne pouvaient plus compter sur l'alliance "munichoise" avec un fascisme définitivement défait. Il faut donc *séparer*, et pas seulement *distinguer* les

impérialismes, c'est-à-dire jouer sur leurs contradictions. Cette stratégie est la seule gagnante. Elle relève avant tout de la nécessaire « ruse de la raison » d'un prolétariat qui a d'abord pour seule arme son organisation et sa faculté à diviser l'ennemi, comme Horace est dit avoir vaincu les trois Curiace en les affrontant l'un après l'autre. Mais n'oublions pas non plus qu'en divisant ses ennemis, les plus irréductibles les uns après les autres, la classe ouvrière trouve également dans sa lutte différents alliés, progressistes et intellectuels, ce qui permettra plus tard la construction du socialisme sur la base d'un large consensus national.

C'est pourquoi, pour le moment, toutes les discussions – fréquentes dans nos milieux – sur la réalité, l'importance ou la dangerosité d'un impérialisme russe ou chinois, certes, sont légitimes dans la mesure où la Russie et la Chine participent à l'exportation de capitaux sur la base de la fusion du capital bancaire et du capital industriel en capital financier, critère léninien majeur de l'impérialisme, mais deviennent déplacées, contre-productives, voire douteuses dans la mesure où l'on tairait que cet avantage comparatif n'est pas de nature à asservir les économies, mais apporte – en tout cas aujourd'hui – au Venezuela, comme en Syrie, une garantie de leur souveraineté et de leur pérennité.

Ce n'est pas un hasard si les principaux opposants au président Maduro sont les puissances coloniales de l'ère moderne (Royaume-Uni, France, Espagne, Allemagne, Portugal, Pays-Bas) et si ses principaux défenseurs sont les pays qui ont le plus contribué à la décolonisation au XXe siècle (Russie, Chine, Cuba). La prise en compte de ce temps long, braudélien, montre aussi que même un pays capitaliste comme la Russie est intriquée dans un réseau d'alliances et d'intérêts de long terme qui en fait aujourd'hui une protectrice pour la souveraineté de nombreux Etats. Ajoutons également que lorsque nous parlons de problèmes aussi graves que les menaces nucléaires exterministes (cf. les thèses de G. Gastaud à ce sujet), le contrôle des secteurs clefs de l'économie chinoise par le PCC ou la mise au pas – partielle, certes – de certains oligarques par V. Poutine, donne de meilleures garanties du fait que dans ces pays-là, il y a – à défaut d'une direction prolétarienne – au moins “un pilote dans l'avion” et non un complexe militaro-industriel, véritable « monstre froid, le plus froids de tous les monstres froids » dont la résistible ascension effrayait jusqu'à Eisenhower lui-même.

Il est vrai qu'un “monde multipolaire”, terme clef de la diplomatie russe actuelle, si elle est un scandale pour les Folamour de Washington, n'est évidemment pas un mot d'ordre satisfaisant pour un marxiste si l'on ne remet pas en cause la constitution de blocs impérialistes concurrents. Mais nous sommes loin d'en être là. Rappelons cette évidence : l'OTAN dispose d'un système complet de bases militaires entourant la Russie, la réciproque n'est pas vraie. Il serait aussi déplacé de méconnaître l'héroïsme de cette puissance russe qui a détruit le fascisme brun et récemment le fascisme vert de Daesh, lorsque notre « gauche » se vautre dans la collaboration de classe et la complicité avec les politiques de la canonnière depuis tant d'années. Oserons-nous dire que nous préférons de loin, malgré nos réserves, les néo-« gaullistes » russes aux sociaux-traîtres et aux sociaux-impérialistes bien chez nous ? Certes, nous ne réduisons pas l'impérialisme à la fraction hégémonique de celui-ci (la Triade). Mais notons que la mondialisation est d'abord une USAnisation. Il n'est qu'à voir la domination éhontée du tout-*globlish*. De plus, ces impérialismes en Europe, français et allemand par exemple, n'ont pas choisi pour rien de s'opposer prioritairement à la Russie. Le récent traité d'Aix-la-Chapelle et la lettre d'Annegret Kramp-Karrenbauer à Macron qui s'en est ensuivie, montre qu'il s'agit bien plus d'une recomposition régionale de l'atlantisme dirigée en priorité contre Moscou. Le capital français gendarme en Afrique pour le compte du capital allemand gendarme en Europe, lequel accepte, par la réactivation de la russophobie, le rôle du capital états-unien comme gendarme du monde. Le “populisme” de l'actuel gouvernement italien n'est simplement qu'une stratégie qu'a trouvé le capitalisme italien pour résister à la pression des ses concurrents – comme l'a montré sa mise à l'écart lors de la guerre en Libye – par un chantage à la sortie de l'Europe, laquelle ne sert en réalité que de monnaie d'échange pour une recomposition ultérieure.



Une autre erreur qui résulte d'une lecture trop mécaniste et atemporelle de l'ouvrage de Lénine consiste à affirmer que toute évocation de la disparition ou du dépassement du cadre national serait un réchauffé du supra-impérialisme facteur de paix mondiale cher à Kautsky et moqué à juste titre par Lénine. Bien entendu, cette dynamique supra-impérialiste (ou ultra-impérialiste) n'est pas à l'oeuvre et le développement inégal des impérialismes oppose encore des capitalismes s'appuyant sur leur appareil étatique national. Néanmoins, il faut dans le même temps constater une évolution du capitalisme monopoliste d'Etat vers ce que Samir Amin appelait le "capitalisme des monopoles généralisés". Cette évolution est certes avant tout tendancielle et n'efface ni rôle des Etats dans la sauvegarde des capitalismes ni leur mise en concurrence mais elle explique en partie, pour prendre l'exemple le plus frappant pour nous, la déperdition de souveraineté dont notre peuple est victime. Elle explique aussi en partie pourquoi le gaullisme en France est devenue une option subjective et nostalgique mais non plus l'expression d'une classe, en l'occurrence une bourgeoisie nationale capable de résister. Du reste, le dernier ouvrage d'Annie Lacroix-Riz, "Les Elites françaises entre 1940 et 1944", montre bien que De Gaulle était lui-même une exception, son entourage (Catroux compris!) étant fort inféodé à l'atlantisme. Ne pas comprendre ces dynamiques, c'est ne pas comprendre que, bien que la France soit elle aussi un pays impérialiste, son peuple a besoin d'être défendu en tant que tel.

Concluons. Nous célébrons ces jours-ci le triste anniversaire des vingt ans de l'agression de la Yougoslavie par les forces de l'OTAN. Dès cette époque, il était bien vu, – et jugé même léniniste, dans le camp trotskiste notamment –, de rejeter dos à dos les forces en présence. Il avait bon dos le défaitisme ! Et la révolution permanente qui cache l'impuissance politique la plus totale ! Tout cela a joué tout le temps en faveur des maîtres états-uniens. C'est la même démarche obtuse qui avait autorisé LO à ne pas voter contre le traité de Maastricht au nom de la pureté révolutionnaire qui excluait toute considération du cadre (étatique ou supra-étatique) de la lutte des classes. Même chose du renvoi dos à dos de l'impérialisme états-unien et des régimes arabes laïques qui, malgré leurs évidentes limites, avaient au moins nationalisé le pétrole. Cet abandon complet, avec la complaisance de la gauche occidentale, a entraîné la plupart des pays arabes dans la misère et le chaos.

La classe ouvrière ne doit pas s'interdire de passer des alliances – comme toutes les alliances : ponctuelles, et sur la base de l'intérêt réciproque – avec des forces non communistes qui défendent l'indépendance nationale de leur pays. Cette stratégie s'est révélée victorieuse dans la grande séquence de la décolonisation au XXe siècle. C'est le couple entre un parti de combat, marxiste-léniniste et solide de par son organisation centraliste et démocratique, et un large front de libération nationale qui est la condition *sine qua non* de la victoire. C'est la stratégie du Front populaire qui malgré ses limites évidentes – trahison de l'Espagne par Blum, "pause", etc. – a empêché l'arrivée du fascisme en France, la soumission à l'Allemagne préparée par la bourgeoisie, et a permis que le fascisme, en tant que "produit d'importation" de l'étranger, fût plus aisément vaincu sur notre sol.

Les progrès constants du PRCF dans l'opinion publique, mesurés par le fait qu' « Initiative communiste » est désormais le 8° site politique en France, alors que notre Pôle n'a nullement renoncé aux principes organisationnels léninistes, montrent aujourd'hui également que cette stratégie est la seule valable.

Toutes ces raisons nous confirment, cent ans après la création de l'Internationale communiste, plus que jamais, que les thèses définies par l'Internationale communiste, Thorez, Togliatti, Dimitrov, restent un jalon pour l'avenir. C'est en cela que nous redisons, avec le grand Gabriel Péri :

« *Et s'il était à refaire je referais ce chemin. / Une voix monte des fers. Et parle des lendemains.* »

IDENTITARISME OU BOLCHEVISATION ?

... par Aymeric Monville ...



En réaction épidermique à la vague opportuniste et capitularde qui a suivi la disparition de l'URSS mais aussi comme conséquence directe de la chute de la culture politique qui s'en est ensuivie, on voit ces temps dernier reflourir un certain gauchisme incantatoire, y compris – et c'est un comble ! – au sein de groupes autoproclamés léninistes. Nous avons pu par exemple constater que l'obstacle le plus dirimant à un travail collectif avec ces camarades replongés contre toute attente dans la maladie infantile, tient souvent de leur part à une sorte d'identitarisme sectarisant. Lequel est aux antipodes du léninisme authentique, et de l'esprit bien compris de la bolchevisation des différents PC lors des années trente, bolchevisation qui a permis la victoire contre le fascisme et garde pour nous son caractère exemplaire encore aujourd'hui.



Une vieille histoire? - *“Nous sommes communistes parce que nous voulons arriver à notre but sans passer par les étapes intermédiaires et par les compromis qui ne font qu'éloigner le jour de la victoire et prolonger la période d'esclavage.”*

Cette fière et tonitruante déclaration se trouve dans le Manifeste des trente-trois communards-blquistes. Elle suscitait déjà l'ironie du vieil Engels, lequel y répondait : “Quelle naïveté enfantine que d'ériger sa propre impatience en argument théorique !” Et Lénine de commenter ce texte de 1874, plusieurs années plus tard, dans La Maladie infantile du communisme : “Les trente-trois blanquistes sont communistes parce qu'ils s'imaginent que dès l'instant où ils veulent brûler les étapes intermédiaires et les compromis, l'affaire est dans le sac, et que si ‘cela commence’ un de ces jours, ce dont ils sont fermement convaincus, et que le pouvoir tombe entre leurs mains, ‘le communisme sera instauré’ dès après-demain. Si on ne peut le faire aussitôt, c'est donc qu'ils ne sont pas communistes ».

Assurément, on le voit à l'ancienneté de cet exemple, ces réflexes gauchisants, naïfs et présomptueux, ont un caractère intemporel. Ils relèvent, comme le montre bien Lénine, de l'immatrité et en cela, constituent même une étape obligée de tout militant. Mais, à voir certains endurcis rabâcher les formules toutes faites de leur jeunesse, on peut se demander s'il ne s'agit pas, plus généralement, d'une attitude globale envers la vie qu'on pourrait qualifier, après Hegel, de “tautologie vide” : ses partisans, « en se tenant à cette identité immobile qui a son opposé dans la différence, ne voient pas qu'ils en font par là une détermination unilatérale, qui, comme telle, n'a pas de vérité » ; « Quand tout est identique avec soi, il n'est pas distingué, il n'est pas opposé, il n'a pas de fondement ». Ces passages de la *Grande Logique* de Hegel, et que nous reprenons tels que cités dans les *Cahiers philosophiques*, n'ont sans doute pas attiré par hasard l'attention du futur auteur de *La Maladie infantile*.

Mourir dans la pureté? - *A les lire ou les entendre, on pourrait croire que certains autoproclamés révolutionnaires ne rêvent que d'une chose : organiser avec tambour, trompettes et uniformes de carnaval leur propre enterrement. Bizarre attitude qui consiste à se bien convaincre soi-même plutôt que de convaincre les autres, à vouloir sauver l'honneur sans comprendre que se retirer sur un Aventin de certitudes n'a rien d'honorable. Comme tous les identitarismes, cette démarche cache au fond un profond malaise quant à sa propre identité, et sa propre formation. Pourtant, il ne suffit pas d'être encore plus rouge, plus sincère et plus enthousiaste que les autres pour être léniniste. Ou de vouloir faire progresser la cause par un simple changement de quantum sans changement qualitatif, sans intelligence profonde du contexte politique, sans compréhension de la pratique léniniste. Le léninisme ce n'est pas la foi du charbonnier!*

Dans le fond, l'identitarisme est à la réelle bolchevisation des pratiques communistes ce que le sans-frontiérisme est à l'internationalisme : une caricature juvénile, l'imitation des adultes par un enfant balbutiant.

L'internationalisme, pour différer du cosmopolitisme bourgeois ou du sans-frontiérisme adulescentin doit effectuer un double mouvement, profondément dialectique : comprendre la nation et 2) comprendre l'“inter”. Donc respecter chaque nation avant que de prétendre les faire coopérer.

Jamais d'alliance ? – C'est le même mouvement dialectique, marqué par la recherche de l'universel concret (mot clef de la dialectique hégéliano-marxiste) qui préside à la question des alliances, véritable bête noire, profond impensé du gauchisme identitaire. Là aussi, sans remonter aux fondements logico-ontologiques, il faudrait rappeler simplement que dans toute alliance il s'agit de s'allier par définition avec quelqu'un qui n'est pas soi-même. Et qu'à moins de penser à des fantasmes d'auto-engendrement, on a toujours besoin d'un autre pour enfanter quoi que ce soit. Car les "identitaires" pensent qu'il suffit d'être soi-même, ou soi-même encore plus intensément, pour que les larges masses se rallient à vous et que la révolution socialiste se produise. C'est tout le contraire de l'esprit de Lénine, qui n'a cessé de dire qu'il fallait établir une féconde dialectique entre la fermeté d'une avant-garde consciente et la nécessité de "louvoyer" (c'est le terme qu'il utilise) dans la question des alliances. Un exemple, parmi cent autres, dans *La Maladie* :

"Le capitalisme ne serait pas le capitalisme si le prolétariat « pur » n'était entouré d'une foule extrêmement bigarrée de types sociaux marquant la transition du prolétaire au semi-prolétaire (à celui qui ne tire qu'à moitié ses moyens d'existence de la vente de sa force de travail), du semi-prolétaire au petit paysan (et au petit artisan dans la ville ou à la campagne, au petit exploitant en général) ; du petit paysan au paysan moyen, etc. ; si le prolétariat lui-même ne comportait pas de divisions en catégories plus ou moins développées, groupes d'originaires, professionnels, parfois religieux, etc. D'où la nécessité, la nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants. Le tout est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever, et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre."



La bolchevisation des années trente – Lorsqu'ils ont pensé la stratégie globale qui allait mener à la victoire des soviets et l'éradication du fascisme, les délégués de l'Internationale communiste n'ont pas simplement cherché à s'améliorer, à mieux militer, à être encore meilleurs et autres clichés propres au langage du développement personnel et de la pensée positive auquel les identitaires d'aujourd'hui voudraient réduire la pratique politique. Ils ont surtout compris ce que signifiait le léninisme en profondeur. C'est le sens même de la bolchevisation des années trente, entamée quelque temps plus tôt en France par la mise à l'écart de la ligne sectaire Barbé-Celor.

Ce qui est bolchevique, ce n'est certainement pas le sectarisme. Ce qui est bolchevique, ce n'est pas baisser la garde devant l'opportunisme. Ce qui est bolchevique, c'est très exactement :

1) dans un premier temps créer une organisation totalement indépendante des opportunistes sociaux-démocrates sur une opposition de principe (rompre avec les mencheviks)

2) dans un second temps, se donner la possibilité d'agir avec de nombreux interlocuteurs dans un vaste [front](#) mais sans jamais abdiquer sa capacité d'autonomie.

C'est ce qu'a fait Lénine avec les mencheviks et d'autres, c'est ce qu'il a fait en proposant un [front](#) avec la paysannerie quitte à renoncer dans un premier temps à la socialisation, c'est ce que firent les théoriciens du VIIe congrès de l'Internationale communiste avec le front populaire. C'est une stratégie globale gagnante, sans doute la seule stratégie gagnante pour un parti révolutionnaire. Certes, il n'a jamais été dit que Lénine devait être un code de la route. Mais les mérites d'un parti léninien n'ont pas seulement permis la grande révolution d'Octobre. Ce sont également ces principes qui ont permis la victoire sur le fascisme. 1917 et 1945!

Cette dynamique aurait même pu être poussée plus loin : si l'on en croit Giulio Ceretti, mémorialiste loyal de Thorez et Togliatti, Maurice Thorez regrettait même que le PCF n'ait finalement pas participé au

gouvernement du Front populaire car il eût alors pu empêcher le honteux et malheureusement décisif abandon de l'Espagne par la SFIO, lequel a laissé un boulevard aux fascismes avant l'éclatement du second conflit mondial (*A l'ombre des deux T. 40 ans avec Maurice Thorez et Palmiro Togliatti*, Julliard, 1973, p. 163). Et cela n'a jamais signifié, au grand jamais, la moindre complaisance envers Léon Blum à propos duquel ses anciens opposants à Tours ne se sont jamais fait d'illusions. Ceretti suggère que le sectarisme de l'époque, sans doute hérité de la période précédente (la ligne dite classe contre classe), aura empêché cela. Il est bien évident qu'à propos de participation gouvernementale, celle du PCF à ladite gauche plurielle de 1997 à 2002 n'a été qu'une longue compromission irrémédiable. Mais certains militants, traumatisés à juste titre, par cette période, en ont conclu que c'était la notion même d'alliance qu'il fallait rejeter. Et c'est ce qui a permis l'émergence de ce nouvel oxymore : le gauchisme léninisant, à savoir le communisme identitaire, l'impuissance bavarde estampillée d'une faucille et d'un marteau. Impuissance qui consiste, toutes les fois qu'il est possible, à détruire le front au nom du parti, attitude spéculaire de celle qui, en 1943, au moment de la dissolution de l'Internationale communiste, aura sacrifié le parti au front

Lénine et les deux drapeaux – *Le PRCF s'est toujours démarqué de ce naufrage identitaire en comprenant qu'après un tel cataclysme, la solution ne pouvait être que politique, la grande politique comme l'aurait dit un célèbre philosophe allemand.*



D'emblée, le PRCF s'est conçu dialectiquement comme un pôle, aimantant la mouvance communiste vers la construction d'un parti de combat. Il a pensé la défense de la nation et la défense de l'internationalisme prolétarien (cf. Comité Honecker de Solidarité Internationaliste). Il a théorisé l'alliance des deux drapeaux, dans une systématique du PCF qui avait libéré notre pays, et comme gage de notre double ancrage léniniste : la construction du front menée de concert avec celle du parti. Et il a même compris que l'un n'allait pas sans l'autre, et que, loin de s'autoproclamer, il fallait se faire reconnaître par la classe et par la nation. Une application logique de cette stratégie a été fournie, lorsque, de la fin 2016 jusqu'à l'élection présidentielle, le PRCF a voté et prôné le soutien critique à la principale force populaire à gauche dans le cadre conjoncturel de l'élection présidentielle, sans pour autant intégrer le dispositif de campagne dudit candidat et quelles que soient les limites de ladite force (que le Pôle n'a jamais cachées).

Nos détracteurs – le plus souvent atteints du virus de l'identitarisme solipsiste -, et qui ne nous pardonnaient pas d'avoir osé respirer plus de deux minutes à côté de mélenchonistes, n'ont pourtant jamais pu prendre le PRCF en défaut de sens critique : nous avons toujours martelé que les quatre sorties (euro, [UE](#), OTAN, capitalisme) étaient les conditions *sine qua non* à un retour à la souveraineté de notre pays. Le soutien a permis en revanche de mettre un frein à la droitisation générale de notre pays. Droitisation intensive sous laquelle l'immense mouvement des gilets jaunes eût sans doute été étouffé dans l'oeuf.

La question du front, en 2019, se pose certes désormais dans des termes passablement modifiés, d'autant que le paysage politique se modifie à grande vitesse. Il évolue d'ailleurs d'autant plus vite pour les partis qui, contrairement à nous, ne pratiquent pas le centralisme démocratique et sont donc à la merci de tous les mauvais coups que peut leur tendre la classe dominante. Mais la question du front demeure comme telle. En réalité la formule même du "soutien critique" procède du cadre dialectique général de tout rapport entre le parti et le front. Le parti est toujours dans un soutien critique avec le front. Il s'agit donc d'aller dans trois directions : – dialogue avec l'ensemble de la mouvance communiste – dialogue avec les patriotes – dialogues avec les progressistes. Et ce, bien sûr, sans jamais dissoudre notre organisation d'avant-garde régie par l'organisation de fer que permet le centralisme démocratique. Cette symbolique de l'alliance des deux drapeaux, comme toute symbolique bien comprise, est un condensé d'histoire, du substantiel concret. C'est cette chance dialectique que porte le PRCF. Elle lui permettra de lutter sans pitié contre l'opportunisme d'un côté et contre le sectarisme de l'autre. "Mon parti m'a rendu les couleurs de la France", disait Aragon. L'inverse est aussi vrai : les couleurs chatoyantes, le concret de la France nous ramènent, chaque jour pour mieux la défendre, à la nécessité, à l'universalité du parti.

Aymeric Monville, 19 avril 2019
